

# **Les résultats économiques des exploitations agricoles en 2016**

**- Données du Réseau d'Information Comptable Agricole -**

**Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation**

**14 décembre 2017**

Service de la statistique et de la prospective  
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation – MAA

## Rapport annuel RICA 2016 - Méthodologie

### Le RICA et le champ couvert

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations technico économiques. En France métropolitaine, **le RICA couvre le champ des exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure à 25 000 €**. Il représente ainsi les moyennes et grandes exploitations, soit, en 2010, 97 % de la PBS, 93 % de la surface agricole utile, 87 % du volume de travail agricole et 74 % des exploitations agricoles. Sauf mention contraire, **l'ensemble des données présentées dans ce rapport sont sur le champ France métropolitaine**.

### Données 2016 : données provisoires

Les données 2016 présentées dans ce rapport ont été établies à partir de l'échantillon RICA provisoire, représentant **91 % de l'échantillon définitif du RICA 2016 sur la France métropolitaine** qui sera disponible fin janvier 2017. Les données sont ainsi établies pour ce rapport sur un échantillon de 6 652 exploitations représentant 297 886 moyennes et grandes exploitations de France métropolitaine.

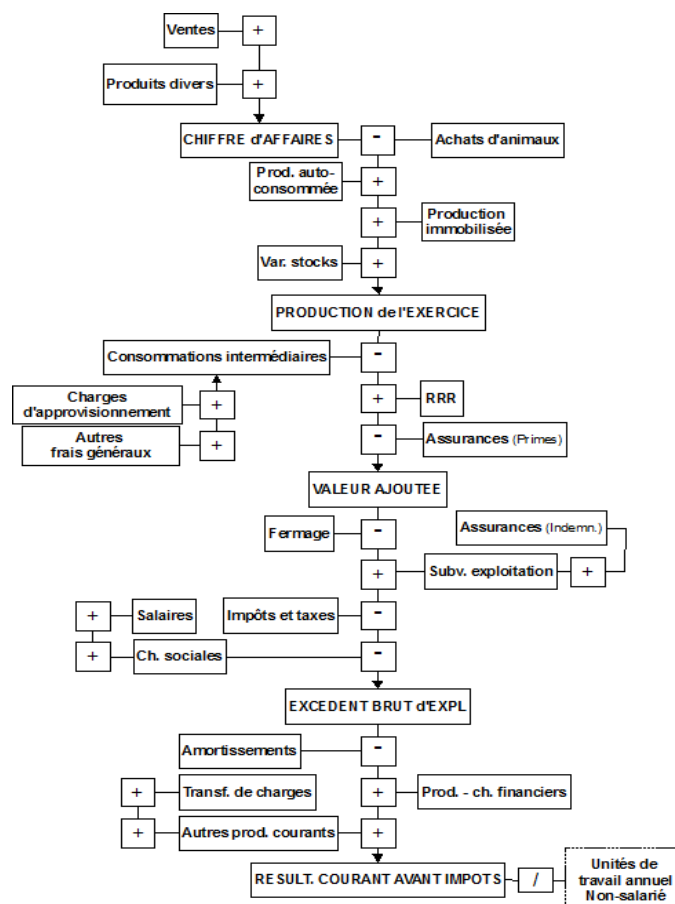
### Évolutions 2015-2016

Les évolutions 2015-2016 sont, sauf mention contraire, calculées sur **échantillon constant**, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, **et exprimées en valeurs réelles** (ie. corrigées de l'inflation). Les données 2015 ont pour cela été exprimées en € 2016 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut source INSEE. Les séries longues présentent les valeurs sur l'échantillon complet en euros 2016 (valeurs réelles).

Pour en savoir plus sur le RICA, voir la rubrique « à propos du RICA » sur [agreste.gouv.fr](http://agreste.gouv.fr) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/a-propos-du-rica-978/>

### Schéma de construction des indicateurs de résultats



## 1. Une année 2016 difficile pour l'ensemble des exploitations agricoles

En 2016, toutes orientations productives confondues, le chiffre d'affaires moyen des exploitations agricoles « moyennes et grandes » baisse de 6,9 % par rapport à 2015. Les dépenses en consommations intermédiaires diminuent dans une moindre mesure (-1,8 % en moyenne), conséquence d'une baisse importante des charges en alimentation animale (-4 %) et des dépenses en carburants (-12 %) et d'un repli plus modéré du prix des engrais (-2 %) et des semences (-2 %). De ce fait, la valeur ajoutée moyenne des exploitations se réduit de 16,3 %. Les subventions d'exploitation, toutes productions confondues, diminuent de près de 4 %, tandis que la valeur des fermages baisse de 1,1 %. Seules les charges de personnel évoluent légèrement à la hausse (+1,1 %).

Dans ce contexte, l'excédent brut d'exploitation (EBE) des exploitations de dimension « moyenne et grande » s'établit à 60 198 € en moyenne en 2016, en baisse de 16 % par rapport à 2015 (*Tableau 1*). L'EBE traduit la capacité de l'entreprise à générer des ressources du seul fait de son exploitation. Il est utilisé pour rémunérer l'exploitant (prélèvements privés), rembourser les annuités d'emprunts à moyen et long terme et pour constituer une réserve (autofinancement des investissements et marge de sécurité). De variabilité proche de celle du résultat courant avant impôts (RCAI), il peut être utilisé comme indicateur de « revenu brut ».

**Tableau 1 - Indicateurs de synthèse des résultats 2016 et des évolutions 2015-2016 par orientation**

Orientation	Excédent brut d'exploitation		Dotations aux amortissements		Résultat courant avant impôts		Résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié	
	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)
Céréales - oléoprotéagineux	26 783	-51,3	30 195	-4,8	-5 298	-124,9	-4 400	-125,2
Autres grandes cultures	72 425	-30,5	43 518	-0,7	26 863	-52,8	19 376	-53,4
Maraîchage	86 682	2,2	27 977	1,8	57 385	3,2	39 573	0,7
Horticulture	61 541	-0,8	18 231	-3,4	41 969	2,0	29 297	1,9
Viticulture	83 112	-6,1	24 539	5,2	55 727	-10,4	44 736	-9,3
Fruits et autres cultures perm.	80 431	12,1	27 532	3,3	50 894	17,6	33 367	10,1
Bovins lait	64 182	-10,6	36 797	-0,9	23 671	-20,1	14 515	-19,7
Bovins viande	50 245	-4,5	23 327	-0,3	24 837	-7,4	19 264	-7,3
Bovins mixtes	63 740	-16,7	37 584	0,6	22 814	-32,9	13 771	-32,4
Ovins et caprins	51 945	2,5	21 092	2,6	29 057	3,6	21 791	5,2
Porcins	133 135	55,1	48 604	-1,8	73 985	198,1	51 896	199,1
Volailles	74 352	-10,7	37 662	-2,3	30 586	-18,0	22 790	-18,6
Polyculture, polyélevage	53 313	-26,0	37 230	-3,4	12 410	-57,7	8 257	-57,5
<b>Ensemble</b>	<b>60 198</b>	<b>-16,1</b>	<b>31 635</b>	<b>-0,9</b>	<b>25 569</b>	<b>-29,2</b>	<b>18 293</b>	<b>-29,0</b>

\*Evolutions exprimées à échantillon d'exploitations 15-16 constant - en valeurs réelles

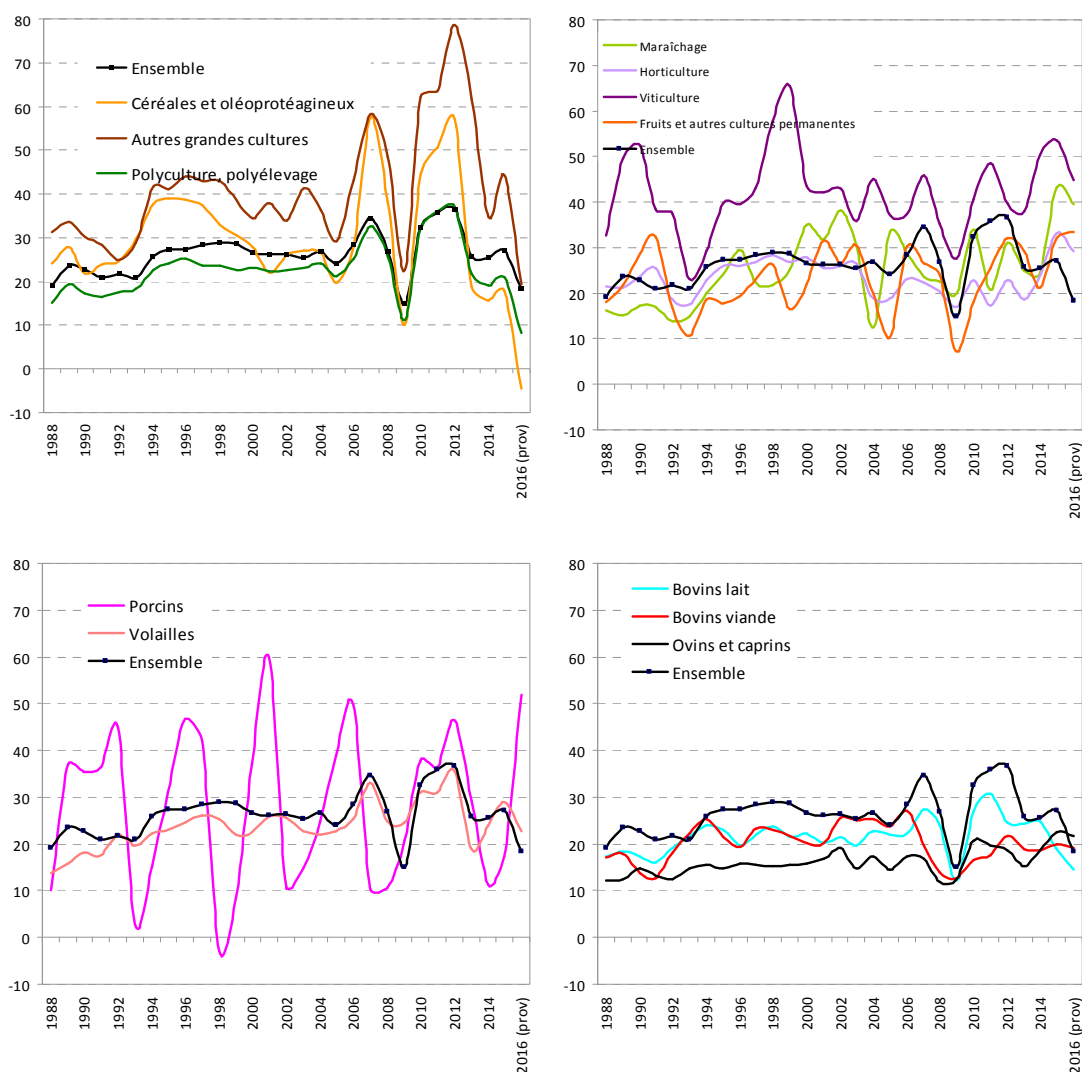
Source : SSP RICA

Le résultat courant avant impôts (RCAI) se déduit de l'EBE après prise en compte de l'amortissement des investissements (-1 % pour cette année 2016) et des charges d'intérêt. Il constitue une forme de revenu mixte qui rémunère à la fois le travail et le capital de l'exploitant non-salarié. En 2016, le RCAI des exploitations agricoles de dimension « moyenne et grande » s'élève à 25 600 € en moyenne, en baisse de 29 % par rapport à 2015 (*Tableau 1*).

Les charges sociales de l'exploitant, 9 300 € en moyenne, ne sont pas comptabilisées en charges dans le calcul du RCAI. Il en est de même des plus ou moins-values sur cession d'actifs (4 200 € en moyenne) et des subventions d'investissement affectées aux résultats (1 300 € en moyenne) car elles sont considérées comme exceptionnelles d'un point de vue comptable, même si elles sont sources de résultats pouvant être « réguliers ». Le résultat de l'exercice, net des charges sociales de l'exploitant, permet de tenir compte de ces trois agrégats. Celui-ci s'établit en moyenne à 22 100 € en 2016 (-26 % par rapport à 2015).

Les indicateurs de « revenu » (net ou brut) analysés plus en détail dans ce rapport sont l'EBE et le RCAI rapportés aux unités de travail non salarié (Utans). Avec un nombre d'Utans par exploitation de 1,43 en moyenne en 2016, l'EBE par Utans s'élève en moyenne à 43 100 € en 2016 (-16 % par rapport à 2015). Il s'établit à un niveau supérieur à 2009, année pour laquelle l'EBE par Utans moyen s'était abaissé à 36 600 € (*Annexe*), mais est légèrement inférieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005 (-4 %), période antérieure aux fortes fluctuations observées entre 2005 et 2013 en lien notamment avec l'évolution du prix des céréales. Le RCAI par Utans moyen s'établit à 18 300 € (-29 % par rapport à 2015). Il reste à un niveau supérieur à 2009 où, toutes productions confondues, il s'était abaissé à 15 000 € en moyenne (*Figure 1*) mais est inférieur de près de 32 % à la moyenne observée sur la période 1995-2005.

**Figure 1 - Evolution\* du RCAI par Utans par orientation productive, en millier d'€ 2016**



\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles

Source : SSP RICA

L'évolution des résultats moyens des exploitations « moyennes et grandes » masque toutefois des évolutions contrastées selon les orientations productives.

## Des résultats historiquement bas pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux

En 2016, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » s'établit à 22 200 € en moyenne, en baisse de 51 % par rapport à 2015. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de baisses importantes des rendements des principales cultures céréalières conjuguées à des prix de vente demeurant bas pour la plupart des cultures. En 2016, la succession des accidents climatologiques a pénalisé aussi bien les cultures d'hiver et de printemps que les cultures d'été. La sécheresse de juillet - août s'est ainsi cumulée aux excès d'eau et au manque d'ensoleillement de mai et juin.

La baisse de rendement a été très importante pour le blé tendre (-32 %) et le blé dur (-21 %), ainsi que pour les orges de printemps (-18 %) et d'hiver (-24 %). Ces baisses de volumes n'ont pas été compensées par une évolution favorable des cours céréaliers, qui n'ont cessé de baisser en 2016. Les prix auxquels les exploitations spécialisées en COP ont commercialisé leurs productions ont chuté de -28 % pour le blé dur et -11 % pour le blé tendre, de -9 % et -19 % pour les orges de printemps et d'hiver. Les récoltes plus tardives en maïs et tournesol ont souffert de la sécheresse : le rendement en maïs s'est inscrit en repli de 4 % par rapport à 2015, mais les prix ont légèrement progressé (+2 %).

La légère baisse des charges d'approvisionnement (-2,5 %) sous l'effet du repli des prix des intrants et des dépenses en carburant n'a pas permis de compenser la perte de recettes et la valeur ajoutée se réduit de 72 % par rapport à 2015. Avec la poursuite de la convergence des aides découplées et la montée en charge du paiement redistributif, les subventions d'exploitation diminuent en moyenne de 9 %, tandis que les fermages baissent de 3 %.

Si les résultats des exploitations spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » sont en forte baisse dans la quasi-totalité des régions productrices (hormis Auvergne-Rhône-Alpes), les évolutions sont cependant très contrastées entre régions. Les pluies exceptionnelles du printemps ont surtout impacté l'Île-de-France, le Centre-Val de Loire, les Hauts de France et la Bourgogne-Franche-Comté. Dans ces régions, l'EBE par Utans se réduit de -65 % à -75 % par rapport à 2015 (*Tableau 2*).

**Tableau 2 - Indicateurs de synthèse des résultats 2016 et des évolutions 2015-2016 pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux par région**

	Excédent brut d'exploitation par Unité de travail non salarié		RCAI par unité de travail non salarié	
	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)	2016 (en €)	Evo. 16/15* (en %)
Ile-de-France	13 411	-75,3	-16 685	-176,6
Centre-Val de Loire	12 965	-74,9	-14 683	-183,2
Bourgogne-Franche-Comté	19 375	-65,7	-17 673	-200,2
Normandie	34 576	-32,0	5 270	-75,4
Hauts-de-France	17 439	-68,0	-12 583	-144,0
Grand-Est	30 999	-45,1	640	-95,9
Pays de la Loire	23 800	-30,0	1 569	-80,1
Bretagne	ns	ns	ns	ns
Nouvelle-Aquitaine	21 711	-37,0	-734	-102,7
Occitanie	27 580	-13,9	8 957	-29,8
Auvergne-Rhône-Alpes	31 484	3,0	5 624	20,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	ns	ns	ns	ns
Corse	ns	ns	ns	ns
<b>Ensemble COP France métropolitaine</b>	<b>22 245</b>	<b>-50,7</b>	<b>-4 400</b>	<b>-125,2</b>

\*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Malgré la baisse de l'ordre de 5 % des dotations aux amortissements, le RCAI par actif non salarié chute très fortement et est négatif en moyenne dans cette orientation productive (-4 400 €). Ce

résultat est historiquement bas, au regard de la moyenne 2005-2014 (34 100 €), période marquée par de fortes fluctuations, mais aussi de celle de 1995-2004 (30 800 €).

### **Baisse des résultats pour les autres grandes cultures**

Les exploitations produisant principalement de la betterave sucrière, des pommes de terre et des légumes de plein champ produisent généralement aussi des céréales. Elles ont donc également été pénalisées par les conditions climatiques exceptionnelles de 2016, notamment pour les cultures de blé et d'orge.

En 2016, la hausse marquée du prix de vente de la pomme de terre (+29 %) permet de compenser en partie la baisse de la production (rendement en baisse de 9 %). Pour la betterave, les rendements stables et les prix en légère hausse (+3 %) contribuent à limiter la perte globale de chiffre d'affaires de ces exploitations (-12 % par rapport à 2015).

Dans un contexte où les charges d'approvisionnement restent stables par rapport à 2015 (malgré une hausse de 4 % sur les charges en produits phytosanitaires), la valeur ajoutée se réduit de 28 % par rapport à 2015. La baisse de 11 % des subventions d'exploitation et la hausse de 4 % des charges de personnel contribuent au recul de l'EBE qui, rapporté au nombre d'actifs non salariés, atteint 52 200 € (-31 %).

Après plusieurs années de résultats parmi les plus élevés, les exploitations spécialisées en cultures générales ont en 2016 un résultat qui se rapproche de la moyenne nationale, toutes productions confondues. Le RCAI par actif non salarié se réduit ainsi de 53 % par rapport à 2015 pour s'établir à 19 400 € en moyenne.

### **Baisse modérée des résultats pour la viticulture après deux années de hausse**

En viticulture, plusieurs vignobles ont connu des accidents climatiques qui ont amputé les productions : gel de printemps en Champagne, Bourgogne et Val-de-Loire, grêle puis sécheresse en Languedoc-Roussillon et en Provence ; d'autres vignobles aux vendanges plus tardives, comme le Bordelais ou l'Alsace, ont au contraire bénéficié des précipitations de la mi-septembre. Les résultats sont donc très hétérogènes entre les bassins viticoles.

En Champagne, les volumes de vins produits baissent de 16 % tandis que les quantités vendues diminuent de 1 %. Avec un recul des stocks et des prix globalement en hausse (+1 %), la production de l'exercice des exploitations viticoles du bassin champenois diminue de 4 %, à 222 400 €. En Languedoc-Roussillon, si les volumes de vins produits baissent de 5 %, les volumes vendus augmentent de 4 %, grâce à la mobilisation des stocks. La production de l'exercice des exploitations viticoles de ce bassin s'établit à 119 000 €, en baisse de 7 % (*Tableau 3*).

Dans le Bordelais, les ventes progressent de 6 % en volume, et les quantités produites (+12 %) permettent d'alimenter les stocks. Avec des prix globalement en repli de 1 %, la production de l'exercice augmente de 8 % pour s'établir à 322 700 €.

Pour les exploitations viticoles dans leur ensemble, la production de l'exercice est globalement en baisse de 2 %. Les charges d'approvisionnement augmentent de 1 % du fait d'une hausse des engrais et amendements de l'ordre de 5 %. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 66 700 €, soit une baisse de 5 % par rapport à 2015. Compte tenu de l'augmentation des dotations aux amortissements (+5 %), le RCAI par actif non salarié s'établit à 44 700 € en moyenne, en baisse de 9 % par rapport à 2015.

**Tableau 3 - Indicateurs de synthèse des résultats 2016 et des évolutions 2015-2016 pour les exploitations en viticulture par bassins viticoles**

	Production de l'exercice		EBE par unité de travail non salarié		RCAI par unité de travail non salarié	
	2016 (en €)	% évo.* (en %)	2016 (en €)	% évo.* (en %)	2016 (en €)	% évo.* (en %)
Alsace	173 215	8,2	53 189	27,5	37 389	49,0
Bordelais	322 743	4,4	68 047	4,2	41 055	-0,6
Bourgogne-Beaujolais	292 004	-8,9	77 789	-19,1	50 929	-28,3
Champagne	222 442	-3,6	81 638	-3,5	62 144	-5,8
Charentes	308 318	-9,7	119 993	-15,9	84 651	-23,2
Corse	443 647	9,7	111 250	48,6	70 977	93,2
Jura	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Languedoc-Roussillon	118 956	-6,4	32 562	-21,3	13 632	-39,7
Savoie	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Est	211 625	1,5	60 898	0,4	44 672	-2,6
Sud-Ouest	198 324	3,8	49 980	8,0	29 047	14,4
Val de Loire	306 222	1,9	68 579	17,0	45 765	21,6
<b>Ensemble Viticulture France métropolitaine</b>	226 030	-2,1	66 720	-4,9	44 736	-9,3

\*Evolutions calculées sur échantillons d'exploitations 15-16 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

### Légère hausse des résultats pour les autres productions végétales

#### **Maraîchage :**

En 2016, le chiffre d'affaires des exploitations maraîchères est resté stable (+0,5 %). Les baisses de production pour la plupart des légumes ont généralement été contrebalancées par des prix stables ou en progression en 2016. Par exemple, pour la tomate, la baisse de rendement de 15 % a été compensée par la hausse du prix moyen de 8 % par rapport à 2015. En revanche, pour la salade mâche, la baisse de rendement de 15 % s'est conjuguée à des baisses de prix de 18 % sur l'année 2016.

La contraction des charges d'approvisionnement (-6 %), notamment du fait de la baisse des semences (-1 %) et des dépenses en carburant (-16 %), permet une hausse de la valeur ajoutée de l'ordre de 3 % par rapport à 2015. Avec la hausse des charges en personnel (+2,5 %) et des services et achats externes<sup>1</sup> (+1 %), l'EBE par actif non salarié est quasi-stable par rapport à 2015, à 59 800 €. Le RCAI par actif non salarié s'établit pour sa part à 39 600 € en moyenne, soit une valeur proche de celle de 2015. Dans cette orientation, où les fluctuations sont importantes d'une année à l'autre, les résultats 2016 sont 40 % supérieurs à ceux de la période 2005-2015.

#### **Horticulture :**

En 2016, les résultats des exploitations spécialisées en horticulture sont proches de ceux de 2015. Le chiffre d'affaires est en légère augmentation (+1 %) tandis que les charges d'approvisionnement sont stables et les frais de personnel en légère hausse (+2,5 %). L'EBE s'établit à 43 000 € en moyenne et le RCAI à 29 300 € en moyenne, par actif non salarié, des niveaux très proches de ceux observés en 2015.

<sup>1</sup> Personnel extérieur à l'entreprise ; entretien/réparation du matériel et des bâtiments

### **Fruits et cultures permanentes :**

En 2016, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « Fruits et autres cultures permanentes » s'établit à 52 700 € en moyenne, en légère hausse par rapport à 2015 (+4,9 %). Cette augmentation est essentiellement liée à des prix favorables pour les poires, les abricots, les cerises et les pêches. Avec un printemps défavorable aux fruits d'été, les rendements sont contrastés selon les productions : stable pour la production de pomme, en hausse de 8 % pour la poire, en baisse de -8 % pour les pêches, -5 % pour les abricots et -20 % pour les cerises par rapport à 2015. Dans cette orientation caractérisée par une forte variabilité des résultats entre les productions et selon les années, le RCAI par actif non salarié est 33 400 € en 2016 (+10 % par rapport à 2015), soit un des niveaux les plus élevés observés au cours des 15 dernières années.

### **Des résultats marqués par la baisse du prix du lait pour les éleveurs de bovins lait**

En 2016, la valeur de la production des exploitations spécialisées en « Bovins lait » diminue de 7 %. Cette baisse est essentiellement imputable à la poursuite de la baisse du prix du lait payé aux éleveurs au 1<sup>er</sup> semestre 2016 que ne compense pas la remontée des prix à partir d'août 2016 (à 328 € pour 1000L en moyenne sur l'année, les prix sont en repli de 4 % par rapport à 2015). Les exploitants parviennent à réduire de 5 % leurs charges en alimentation animale par rapport à 2015 du fait notamment de la baisse des prix des matières premières, et de la réduction de leur consommation d'aliments industriels. Cette diminution des charges n'est toutefois pas suffisante pour compenser la baisse de la production en valeur. L'EBE par actif non salarié s'établit à 39 400 € (-10 % par rapport à 2015), soit un niveau proche de celui des bovins viande et des ovins caprins et l'un des plus faibles résultats par orientation productive de cette année 2016. Le RCAI par actif non salarié s'établit en 2016 à 14 500 €, en baisse de 20 % par rapport à 2015. S'il est plus élevé qu'en 2009 où il avait atteint 12 100 €, il est près de 33 % inférieur à la période 1995-2004.

### **Des baisses de prix et un contexte sanitaire défavorable pour les éleveurs de bovins viande et de volailles**

#### **Des résultats qui restent bas pour les éleveurs de bovins viande**

En 2016, les prix de vente des bovins (broutards, taurillons, veaux de boucherie et vaches de réforme) ont été tirés à la baisse par l'afflux de vaches laitières de réforme<sup>2</sup> qui a pesé sur les cours de toutes les catégories d'animaux. Les ventes de broutards et de bovins maigres ont été perturbées par la fièvre catarrhale, entraînant un repli des ventes vers la Turquie et l'Italie pendant une partie de l'année et limitant la hausse des quantités vendues. La production de l'exercice se réduit ainsi de 2 % pour les éleveurs spécialisés en « bovins viande » entre 2015 et 2016, alors que les charges en alimentation demeurent stables.

Malgré une augmentation de 2 % des subventions d'exploitation (qui représentent près de 35 % du total des produits courants), l'EBE par actif non salarié s'établit à 39 000 € en moyenne, en baisse de 4 % par rapport à 2015. Le RCAI moyen par actif non salarié s'élève à 19 300 €, en baisse de 7 % par rapport à 2015. En 2016, comme depuis 2007, les résultats de cette orientation demeurent faibles.

---

<sup>2</sup> Les quantités vendues de carcasses de vaches laitières ont augmenté de 4 % tandis que le prix se réduisait de 7 % par rapport à 2015.



### **Baisse de résultats pour les volailles (œufs et volailles de chair)**

Dans un contexte d'offre européenne importante, le prix des œufs payé aux exploitants affiche une baisse de -4 % par rapport à 2015. La valeur de la production en poulet de chair et en dinde a été soutenue par des prix en hausse de 5 % et 10 % par rapport à 2015, mais l'influenza aviaire a pesé sur les résultats des éleveurs de canard du sud-ouest.

Au total, la valeur de la production de volailles baisse de 6 %. En dépit de la baisse des charges en alimentation animale (-4 %) notamment portée par les faibles prix des céréales, la valeur ajoutée est en baisse (-13 %). L'EBE par actif non salarié s'établit à 55 400 € en moyenne (soit -11 %) et le RCAI par actif non salarié est de 22 800 € (-19 %).

### **Des résultats en hausse pour les éleveurs de porcins, portés par les évolutions cycliques de cette production et accentués par la conjoncture**

En 2016, les producteurs de porcins ont bénéficié d'une conjoncture favorable, marquée par une forte demande chinoise et par une hausse du prix du porc charcutier (+6 %) entraînant une augmentation de 6 % de la production de l'exercice.

Dans un contexte de baisse importante des charges en alimentation (-5 %), l'EBE par actif non salarié est en forte augmentation (93 400 € soit +56 %), malgré la réduction des subventions d'exploitation (-11 % en moyenne). Avec une baisse de 2 % des dotations aux amortissements, le RCAI par actif non salarié double par rapport à 2015 (51 900 € en moyenne). Après le point bas de 2014 et la légère reprise de 2015, l'année 2016 marque donc un point haut dans les évolutions cycliques des résultats des élevages porcins, avec des niveaux supérieurs de 85 % à la moyenne 2005-2015.

### **Légère hausse des résultats pour les exploitations spécialisées en ovins et caprins**

Le chiffre d'affaires des exploitations spécialisées en ovins ou en caprins est stable par rapport à 2015 (+0,5 %). Si la production d'agneaux est en baisse de 2 % avec des prix également en baisse de 1 %, perturbée par la fièvre catarrhale ovine et le manque d'exportations au cours de l'année 2016, le lait de brebis bénéficie d'une stabilisation des prix payés aux producteurs (992 €/1000 L en 2016) pour une hausse de 10 % de ses volumes collectés par rapport à 2015. S'agissant du lait de chèvre, le prix payé aux producteurs augmente légèrement (+1 %, à 703 €/1000 L) tandis que le volume collecté est en légère baisse de 1 %.

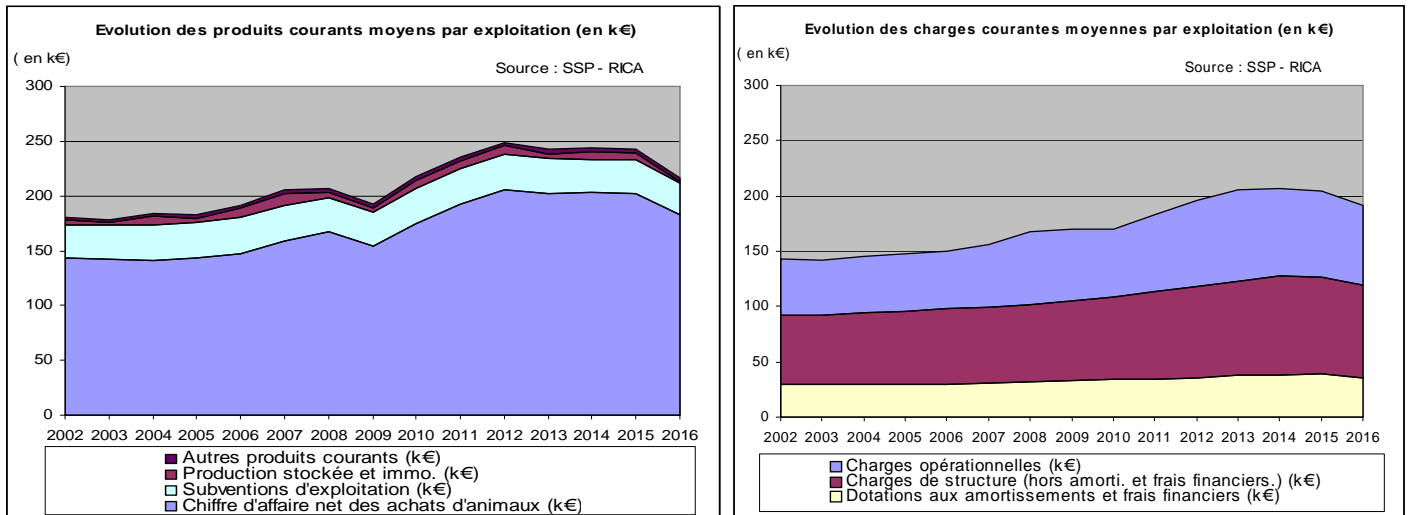
Avec des subventions d'exploitation (34 % des produits courants) qui progressent de 2,5 %, l'EBE par actif non salarié s'établit à 39 000 € (+4 % par rapport à 2015). Malgré des dotations aux amortissements en hausse de 3 %, le RCAI moyen par actif non salarié s'établit à 21 800 €, en hausse de 5 % par rapport à 2015. Dans cette orientation, les résultats 2016 sont ainsi près de 27 % supérieurs à la moyenne de ces dix dernières années et près de 35 % supérieurs à la période 1995-2004.

### **En 2016, la baisse des charges courantes ne compense pas les pertes de recettes**

Les charges courantes peuvent être décomposées en trois grands types de charges : charges liées à la production (charges opérationnelles), charges de structure, dotations aux amortissements. Les charges opérationnelles comprennent les dépenses directement liées à l'acte de production : intrants pour les cultures (engrais, semences, produits phytosanitaires), alimentation achetée et dépenses vétérinaires pour l'élevage... Les charges de structure comprennent les dépenses d'équipement, les bâtiments, les travaux effectués par des tiers, le foncier, la main d'œuvre externe, les frais généraux.

En 2016, les charges courantes s'établissent à 191 400 € en moyenne par exploitation (-1,5 % par rapport à 2015). Après une hausse quasi-continue entre 2003 et 2013, elles baissent pour la deuxième année consécutive. Leur niveau reste toutefois supérieur de 13 % à celui observé sur la période 2008-2010, années précédant les fortes hausses de 2011-2013 (Figure 2).

**Figure 2 : Évolution des produits courants et des charges courantes de 2002 à 2016\***  
toutes orientations productives confondues (en k€)



\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles

Source : SSP-RICA

Les produits courants ont diminué de façon plus marquée que les charges en 2016 (-6 % par rapport à 2015, à 216 900 € toutes orientations confondues). A la diminution de la valeur des ventes (-4 %) s'est ajoutée celle des subventions d'exploitation (-4 %).

Les évolutions des charges opérationnelles sont davantage liées à la conjoncture que celles des charges de structure. Les premières sont en diminution de -3 % par rapport à 2015 alors que les charges de structure sont restées stables. En augmentation continue depuis 2008, les dotations aux amortissements connaissent pour la première fois une baisse de 1 % en 2016 par rapport à 2015, toutes productions confondues.

Pour les exploitations spécialisées en COP, les charges sont essentiellement liées aux charges spécifiques aux cultures (engrais et amendements, semences et plants, phytosanitaires, produits de défense des végétaux, travaux et services pour cultures et irrigation). Ces charges spécifiques, constituées pour 38 % des engrais et amendements et pour 32 % des produits phytosanitaires, représentent 42 % de l'ensemble des charges courantes de ces exploitations (contre 22 % toutes orientations confondues). Elles sont en diminution de 1 % par rapport à 2015 dans cette orientation, les produits phytosanitaires n'ayant pas suivi le recul général des prix des intrants.

Pour les éleveurs bovins lait, les évolutions des charges opérationnelles sont essentiellement liées aux charges spécifiques aux animaux (alimentation des animaux, produits vétérinaires, produits de reproduction animale, travaux et services pour l'élevage, honoraires vétérinaires, location animaux). Ces charges représentent 25 % des charges courantes dont près de 1 % pour les seules charges en alimentation. En lien avec l'évolution des cours des céréales, les charges en alimentation se sont repliées de 5 % par rapport à 2015.

## 2. Les disparités de résultats en 2016

En 2016, l'excédent brut d'exploitation s'établit à 60 200 € en moyenne par exploitation. 25 % des exploitations ont dégagé un EBE inférieur à 20 900 € et 25 % un EBE de plus de 78 600 €, soit un intervalle interquartile de l'ordre de 57 700 € (Tableau 4) et un rapport interquartile<sup>3</sup> de 1 à 4. Ce rapport diminue légèrement si on rapporte l'EBE au nombre d'actifs non-salariés : il est de 1 à 3, avec 25 % d'exploitations ayant un EBE par Utans inférieur à 17 500 € en 2016 et 25 % avec un EBE par Utans supérieur à 54 600 €.

**Tableau 4 – Distribution et indicateurs de disparité des principaux indicateurs de résultat**

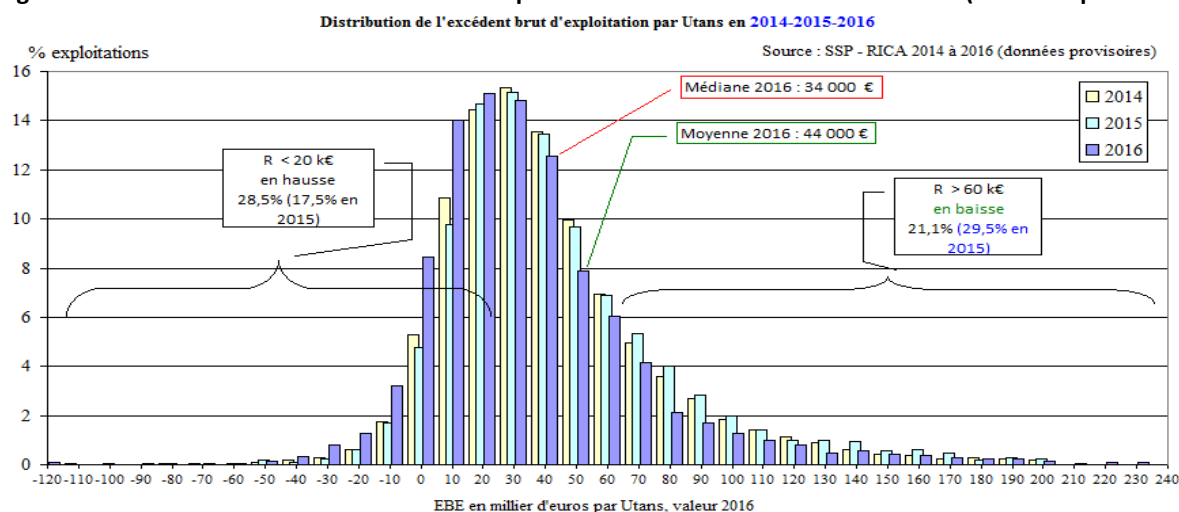
	Moyenne	D1	Q1	Médiane	Q3	D9	Q3-Q1	Q3/Q1
EBE	60 198	5 641	20 946	42 570	78 627	130 119	57 681	4
EBE/Utans	44 030	5 158	17 514	34 040	54 554	84 290	37 040	3
RCAI	25 569	-20 200	-359	17 038	40 474	75 550	40 833	///
RCAI/Utans	18 012	-16 421	-211	13 982	29 233	50 201	29 443	///

Source : SSP-RICA

En 2016, l'EBE par actif non salarié médian est en baisse, à 34 000 € contre 41 900 € en 2015 (Figure 3). Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> quartiles ont également diminué (-7 800 € et -11 700 € respectivement). En conséquence, la proportion d'exploitations générant un EBE par Utans de moins de 20 000 € augmente, passant de 18 % en 2015 à 29 % en 2016. En revanche, la part des exploitations générant plus de 60 000 € d'EBE par Utans baisse : 21 % en 2016 contre 30 % en 2015.

Le RCAI par actif non salarié médian diminue également nettement, à 14 000 € contre 20 100 € en 2015. Le résultat baisse de 8 300 € pour le 1<sup>er</sup> quartile d'exploitants et de 7 200 € pour le 3<sup>e</sup> quartile. De ce fait, la proportion d'exploitations générant un RCAI par Utans négatif s'accroît nettement, passant de 14 % en 2015 à 25 % en 2016. A l'inverse, la part des exploitations générant plus de 30 000 € de RCAI par Utans baisse de 9 points (24 % en 2016 contre 33 % en 2015).

**Figure 3 : Evolution de la distribution de l'EBE par actif non salarié entre 2014 et 2016 (en % d'exploitations)**



\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - € courants.

Source : SSP-RICA

La dispersion de l'EBE a tendance à augmenter en période de hausse des prix et à se contracter en période de baisse des prix. La dispersion de l'EBE par actif non-salarié (mesurée par l'intervalle interquartile) s'est ainsi beaucoup accrue entre 2005 et 2007 puis 2009 et 2012, en lien notamment avec les bonnes performances des orientations céréalières dans un contexte de forte hausse des prix. Depuis 2013, la dispersion est plus réduite et globalement stable (Figures 4 et 5).

<sup>3</sup> rapport entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> quartile

Figure 4 – Dispersion de l'EBE /Utans, en € réels

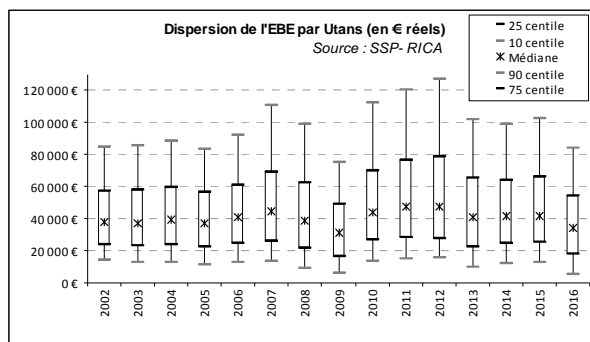
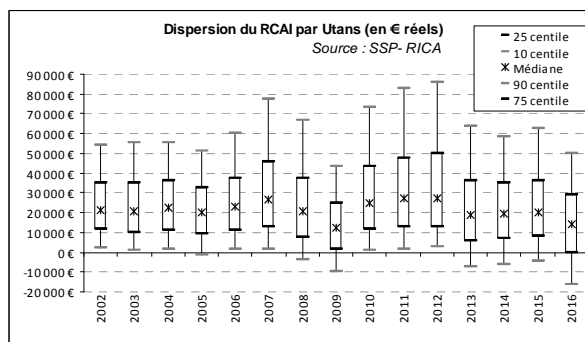


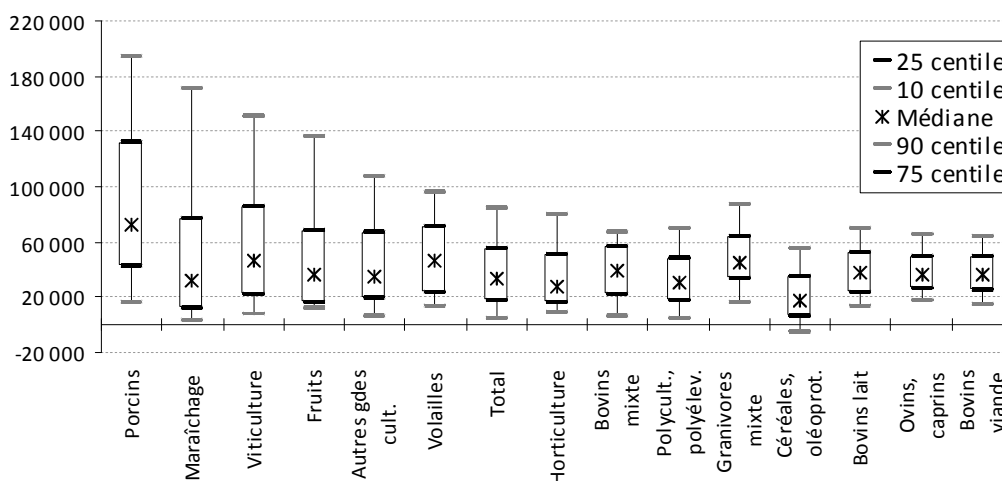
Figure 5 – Dispersion du RCAI /Utans, en € réels



Source : SSP-RICA

Les disparités de résultats, toutes orientations confondues, ne reflètent pas seulement les disparités de situations entre orientations productives liées au contexte conjoncturel propre à chacune des productions. Ces disparités sont également fortes au sein même des orientations, en particulier en 2016 pour les élevages porcins, le maraîchage, la viticulture, les fruits et les grandes cultures hors céréales, oléagineux et protéagineux (Figure 6).

Figure 6 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2016, en €



Source : SSP-RICA

En 2016, 25 % des exploitations porcines dégagent un EBE par Utans de moins de 41 900 €, alors que 25 % en dégagent un de plus de 131 400 €, soit un rapport de 1 à 3. Un dixième des exploitations de cette orientation productive ont moins de 16 000 € d'EBE par Utans mais un dixième en ont plus de 193 400 €. La dispersion est également importante pour le RCAI par Utans : 25 % des exploitations ont moins de 11 600 € par Utans (1 000 € en 2015) et 25 % plus de 78 100 € par Utans (33 900 € en 2015). Avec l'amélioration globale de la conjoncture, la dispersion du RCAI se réduit fortement avec un rapport passant de 1 à 7 contre 1 à 34 l'année précédente.

Pour les exploitations spécialisées en céréales et oléo-protéagineux, l'intervalle interquartile est de 29 700 € pour l'EBE par Utans, soit un rapport de 1 à 6 entre les 25 % d'exploitations ayant l'EBE par Utans le plus faible et les 25 % ayant l'EBE par Utans le plus élevé. Un dixième des exploitations de cette orientation productive ont un EBE par Utans inférieur à -5 500 € et un dixième un EBE par Utans supérieur à 35 100 €. Compte tenu de la forte baisse des résultats dans cette orientation, l'intervalle interquartile du RCAI/Utans est de 26 400€ en 2016, contre 31 700 € en 2015.

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles sont relevées parmi les élevages d'herbivores, pour lesquels s'observe une moindre diversité dans la valorisation des produits : ainsi en orientation « Bovins viande », l'intervalle interquartile du RCAI/Utans n'est que de 19 500 €, soit un rapport de 1 sur 3 comme en 2015.

**Tableau 5 - Indicateurs de dispersion de l'EBE par Utans par orientation en 2016, en €**

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Porcins	16 008	41 874	72 577	131 351	193 384	127 895	5 462	89 477	3
Maraîchage	3 451	11 450	32 083	76 206	171 037	64 158	4 909	64 756	7
Viticulture	7 862	21 581	46 642	85 661	150 276	68 814	45 804	64 080	4
Fruits	11 307	16 290	35 683	67 802	136 744	59 409	7 606	51 512	4
Autres gdes cult.	5 530	19 152	35 614	66 428	106 517	52 544	19 722	47 276	3
Volailles	12 841	23 406	46 468	70 561	95 952	53 763	10 178	47 155	3
Total	5 158	17 514	34 040	54 554	84 290	44 030	297 886	37 040	3
Horticulture	9 143	16 749	27 387	51 397	79 594	43 027	6 157	34 648	3
Bovins mixte	6367	22255	39599	56472	67386	38400	11398	34217	3
Polycult., polyélev.	5 281	17 164	30 273	47 973	69 767	34 619	37 048	30 809	3
Granivores mixte	16 188	33 287	45 355	63 672	87 694	52 055	4 590	30 385	2
Céréales, oléoprot.	-5 544	5 435	17 906	35 122	55 517	21 835	52 363	29 688	6
Bovins lait	12 547	23 264	37 514	52 191	68 943	39 190	45 223	28 927	2
Ovins, caprins	18 251	25 921	35 728	49 829	64 621	39 888	12 881	23 909	2
Bovins viande	15 078	25 507	36 086	48 737	64 292	38 841	28 825	23 230	2

\* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

/// : Sans objet

Source : SSP-RICA

**Tableau 6 - Indicateurs de dispersion du RCAI par Utans par orientation en 2016, en €**

	10 centile	25 centile	Médiane	75 centile	90 centile	Moyenne	Effectif	Intervalle interquartile	Q3/Q1
Porcins	-969	11 477	43 515	78 121	116 062	68 582	5 462	66 644	7
Viticulture	-2 085	13 967	31 744	62 265	113 418	45 640	45 804	48 298	4
Maraîchage	-8 703	8 093	21 871	55 104	141 439	42 786	4 909	47 011	7
Autres gdes cult.	-24 305	-6 109	12 405	30 655	58 734	16 114	19 722	36 764	///
Fruits	-3 088	8 899	20 831	42 124	91 442	37 739	7 606	33 225	5
Total	-16 421	-211	13 982	29 233	50 201	18 012	297 886	29 443	///
Horticulture	-1 351	8 795	20 786	37 925	58 860	29 237	6 157	29 130	4
Volailles	-4 124	7 124	18 188	34 492	49 202	23 119	10 178	27 368	5
Granivores mixte	-4 598	10 204	20 308	36 745	52 660	23 661	4 590	26 541	4
Céréales, oléoprot.	-37 609	-16 543	-2 514	9 857	22 438	-6 346	52 363	26 400	///
Polycult., polyélev.	-21 056	-4 505	7 754	19 641	33 123	7 807	37 048	24 146	///
Bovins mixte	-9 418	2 341	14 895	24 876	38 007	12 832	11 398	22 535	11
Ovins, caprins	2 818	10 417	18 262	31 293	40 691	21 631	12 881	20 876	3
Bovins lait	-7 802	4 282	14 258	24 360	33 198	13 427	45 223	20 078	6
Bovins viande	-1 307	8 927	18 135	28 443	37 739	18 517	28 825	19 516	3

\* Classement des orientations productives par ordre croissant d'intervalle interquartile

/// : Sans objet

Source : SSP-RICA

### 3. Les subventions aux exploitations agricoles en 2016

#### 2016 : Poursuite de la mise en œuvre de la réforme de la PAC

2015 avait été la première année de mise en œuvre de la nouvelle PAC. Outre le verdissement et la réduction des écarts entre les niveaux d'aides par hectare (convergence des droits à paiement de base), l'objectif national de cette réforme était de rééquilibrer les aides agricoles en faveur de l'élevage et du développement rural (environnement, emploi, installation de nouveaux agriculteurs, soutien des territoires ruraux).

Le paiement unique à l'hectare (DPU), indépendant des quantités produites, qui existait entre 2006 et 2014, a été remplacée par une aide découplée à quatre composantes : le paiement de base, appelé DPB (droit au paiement de base), le paiement vert, le paiement redistributif et le paiement additionnel aux jeunes agriculteurs. La valeur du DPB est liée aux paiements historiques touchés par l'exploitant en 2014. Le paiement vert est payé en complément des DPB, conditionnellement au respect de pratiques bénéfiques pour l'environnement, relatives au maintien de prairies permanentes, à la diversification des cultures et au maintien des surfaces d'intérêt écologique (SIE). Ces deux aides vont converger progressivement et dans les mêmes proportions vers la valeur moyenne nationale afin de réduire les disparités entre agriculteurs (70 % de la convergence devrait être atteinte d'ici 2019). Le paiement redistributif permet quant à lui de soutenir les productions intensives en emploi, qui sont assurées par des exploitations de taille inférieure à la moyenne, en majorant le paiement de base pour les 52 premiers hectares de chaque exploitation. La part des aides du 1<sup>er</sup> pilier consacrée à ce paiement redistributif passe de 5 % en 2015 à 10 % en 2016. Les aides couplées animales et végétales représentent quant à elles environ 15 % du total des aides du 1<sup>er</sup> pilier. La majorité des aides couplées animales (bovins allaitants, ovins, caprins...) ont été reconduites lors de la réforme, et quelques nouvelles aides ont été mises en place depuis 2015 pour l'élevage (lait, légumineuses fourragères) et certaines productions ciblées (fruits et légumes pour la transformation). Le total des aides du 1<sup>er</sup> pilier (aides découplées et aides couplées) représentent près de 80 % du total des subventions perçues par les exploitations, le reste étant constitué par les aides en faveur du développement rural (dite « 2nd pilier ») et les autres aides (aides de crise, calamités agricoles et autres aides publiques nationales).

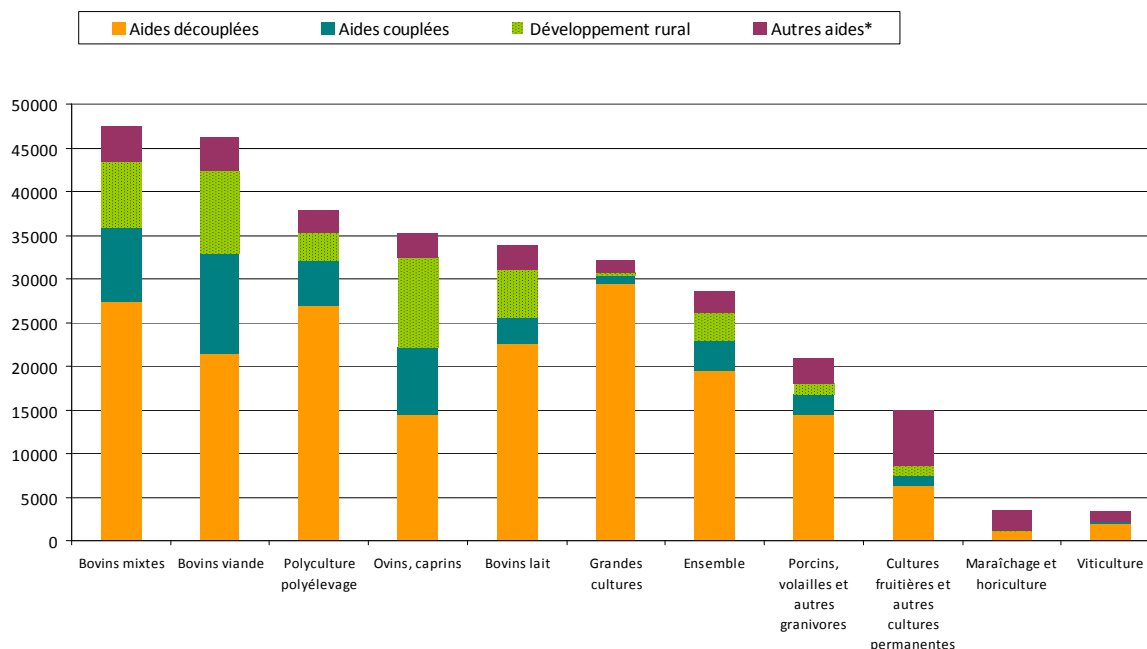
Concernant les aides du second pilier, la prime herbagère agro-environnementale (PHAE) a disparu, tandis que les paramètres de l'Indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) ont été révisés. Après une revalorisation de 15 % en 2014, le montant unitaire est porté à 70 €/ha jusqu'à 75 ha. En 2015, les mesures agro-environnementales (MAE) pré-existantes sont devenues des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC). Elles ont pour finalité de soutenir les exploitants qui s'engagent dans des pratiques qui combinent performances économiques et environnementales. Des MAEC dites « systèmes » ont également été mises en place, pour soutenir des pratiques à l'échelle de l'exploitation et pas seulement au niveau des parcelles comme précédemment.

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces, développée afin de limiter les risques de refus d'apurement, ont entraîné un retard du paiement sur certaines aides. Dans ce contexte, les montants des aides découplées, des aides couplées et de l'ICHN au titre de la campagne 2016 ont pu être intégrés, mais les montants des aides bio, des MAEC et de l'aide à l'assurance récolte ont été estimés.

En 2016, 89 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention. Ces exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 32 100 € d'aides. Les éleveurs d'herbivores et les producteurs de grandes cultures touchent pour la quasi totalité d'entre eux des subventions. Les exploitations spécialisées en COP et en autres grandes cultures perçoivent respectivement 31 500 € et 34 800 € de subventions en moyenne (Figure 7). Les éleveurs de bovins mixte touchent en moyenne 47 400 € d'aides, soit 26 % du produit de l'exercice y compris subventions, les éleveurs de bovins viande 46 100 €, et les éleveurs d'ovins-caprins plus de 42 300 € en moyenne. Dans les élevages d'herbivores, le montant moyen total des subventions est quasi stable, voire en hausse : la convergence est plutôt favorable à ces exploitations précédemment dotées de montant moyen de DPU à l'hectare inférieur à la moyenne ; les structures inférieures à 100 ha bénéficient également de l'effet surprime des 52 premiers hectares.

Les éleveurs de volailles ont connu ponctuellement une hausse de 10 % de leurs subventions pour cette année 2016 en raison des indemnités pour l'épisode de grippe aviaire.

**Figure 7 - Nature des subventions d'exploitation accordées au cours de l'exercice 2016**



\*La catégorie "autres aides" comporte notamment certaines aides de crise, les indemnités au titre des calamités agricoles, l'aide à l'assurance récolte et les autres aides publiques nationales.

Source : SSP RICA

A l'inverse, les viticulteurs, les horticulteurs, et les maraîchers restent les moins subventionnés : leurs montants moyens de subvention totale s'élèvent respectivement à 6 500 €, 6 400 € et 9 600 € pour les exploitations bénéficiaires (Tableau 7). La contribution des aides au produit de leur exercice est très faible, comprise entre 2 % et 4 % (contre 21 % pour la moyenne de l'ensemble des productions). Ils sont moins nombreux à bénéficier de subventions : près d'un quart seulement pour l'horticulture et respectivement 53 % et 65 % pour la viticulture et pour le maraîchage.

**Tableau 7 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en euros 2016, par orientation productive**

Orientation technique	Subvention totale		Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions	Aides découplées : montant moyen par bénéficiaire (en €)	Aides couplées : montant moyen par bénéficiaire (en €)	Développement rural : montant moyen par bénéficiaire (en €)
	Subvention totale moyenne par bénéficiaire en 2016 (en €)	moyenne par bénéficiaire Evolution 2015/2016* (en %)				
Céréales et oléoprotéagineux	31 519	-9%	23%	28 798	2 356	5 571
Autres grandes cultures	34 872	-11%	15%	31 751	2 979	10 657
Maraîchage	9 559	-19%	4%	3 757	774	1 964
Horticulture	6 389	-31%	2%	5 409	1 441	14 334
Viticulture	6 519	-17%	3%	6 154	1 364	4 451
Fruits et autres cultures permanentes	17 870	-7%	9%	9 166	7 665	5 949
Bovins lait	33 885	-1%	19%	22 561	2 978	13 458
Bovins viande	46 105	1%	39%	21 329	11 688	12 060
Bovins mixte	47 435	-2%	26%	27 854	8 409	14 464
Ovins et caprins	42 314	2%	40%	17 509	9 832	14 285
Porcins	20 500	-11%	5%	16 698	4 283	9 395
Volailles	19 235	10%	8%	14 016	5 390	6 447
Granivores mixtes	35 392	-3%	12%	23 953	6 209	13 436
Polyculture, polyélevage, autres	38 019	-4%	23%	27 645	6 471	8 873
<b>Total</b>	<b>32 068</b>	<b>-4%</b>	<b>21%</b>	<b>23 114</b>	<b>5 937</b>	<b>11 845</b>

\*Evolutions exprimées à échantillon d'exploitations 15-16 constant - en valeurs réelles

Source : SSP RICA

Note de lecture : dans les deux premières colonnes, les bénéficiaires considérés sont les exploitations agricoles bénéficiant d'au moins une subvention, quelle que soit la nature de celle-ci. En 2016, un viticulteur bénéficiaire d'au moins une subvention touche 6 500 € d'aides en moyenne. Dans les trois dernières colonnes, les bénéficiaires sont précisément les bénéficiaires de la subvention dont le montant moyen est calculé. En 2016, un éleveur de bovins viande bénéficiaire d'une aide du développement rural touche en moyenne 12 100 €.

### Les subventions d'exploitation permettent d'éviter à 1/4 des exploitants d'avoir un résultat négatif

6 % des exploitations agricoles ont un EBE négatif en 2016 (Tableau 8), mais cette proportion aurait été de 30 % avant prise en compte des subventions. Le niveau moyen d'EBE s'élève à 60 200 €, alors qu'il s'élèverait à 31 600 € sans prise en compte de celles-ci. Dans l'ensemble, les céréaliers sont les plus impactés par le versement des aides pour cette année 2016 : 60 % d'entre eux ont un EBE hors subventions négatif, tandis qu'ils ne sont plus que 15 % après comptabilisation des aides. Comme en 2015, les résultats des éleveurs restent fortement tributaires de ces subventions, notamment en bovins viande et ovins-caprins.

**Tableau 8 - Effectifs\* d'exploitations ayant un EBE négatif, avant et après subventions d'exploitation, et montants moyens des EBE par orientation productive en 2016**

	Proportion d'exploitations ayant un EBE négatif				EBE	EBE avant subventions
	avant subventions		après subventions			
	%	évolution 2016/2015 (pt %)	%	évolution 2016/2015 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	60%	32	15%	12	26 783	-4 736
Autres grandes cultures	28%	18	7%	6	72 425	38 539
Maraîchage	9%	1	8%	0	86 682	80 460
Horticulture	3%	-2	3%	-2	61 541	60 041
Viticulture	6%	-1	5%	-1	83 112	79 665
Fruits et autres cultures permanentes	10%	2	4%	0	80 431	65 552
Bovins lait	18%	8	3%	2	64 182	30 298
Bovins viande	43%	5	2%	0	50 245	4 140
Bovins mixte	35%	17	5%	4	63 740	16 305
Ovins et caprins	45%	1	1%	-1	51 945	9 856
Porcins	6%	-3	2%	-2	133 135	113 575
Volailles	8%	5	1%	-1	74 352	59 118
Granivores mixte	7%	0	0%	0	98 288	63 132
Polyculture, polyélevage, autres	42%	15	6%	1	53 313	15 453
<b>Total</b>	<b>30%</b>	<b>11</b>	<b>6%</b>	<b>3</b>	<b>60 198</b>	<b>31 625</b>

\*Evolution des effectifs 15-16 calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - € courants.

Source : SSP, RICA



Hors comptabilisation des subventions, 60 % des exploitations agricoles auraient un RCAI négatif (8 points de plus par rapport à 2015) (*Tableau 9*), contre 25 % après prise en compte de celles-ci (12 points de plus par rapport à 2015). Sans subventions, 89 % des céréaliers auraient eu un RCAI négatif en 2016 ; cette proportion redescend à 30 % une fois intégrées les subventions.

**Tableau 9 - Effectifs\* d'exploitations ayant un RCAI négatif, avant et après subventions d'exploitation, et montants moyens des RCAI par orientation productive en 2016**

	Proportion d'exploitations ayant un RCAI négatif				RCAI	RCAI hors subventions
	hors subventions		y compris subventions			
	%	évolution 2016/2015 (pt %)	%	évolution 2016/2015 (pt %)		
Céréales et oléoprotéagineux	89%	19	55%	30	-5 298	-36 817
Autres grandes cultures	60%	20	33%	24	26 863	-7 023
Maraîchage	21%	-4	20%	5	57 385	51 163
Horticulture	14%	4	14%	5	41 969	40 469
Viticulture	15%	2	13%	3	55 727	52 280
Fruits et autres cultures permanentes	24%	-1	12%	2	50 894	36 015
Bovins lait	64%	7	18%	6	23 671	-10 214
Bovins viande	85%	0	12%	3	24 837	-21 268
Bovins mixte	78%	5	22%	12	22 814	-24 621
Ovins et caprins	75%	0	7%	-1	29 057	-13 032
Porcins	25%	-23	12%	-12	73 985	54 425
Volailles	33%	12	14%	8	30 586	15 352
Granivores mixte	49%	1	14%	4	46 362	11 206
Polyculture, polyélevage, autres	79%	14	32%	14	12 410	-25 451
<b>Total</b>	<b>60%</b>	<b>8</b>	<b>25%</b>	<b>12</b>	<b>25 569</b>	<b>-3 005</b>

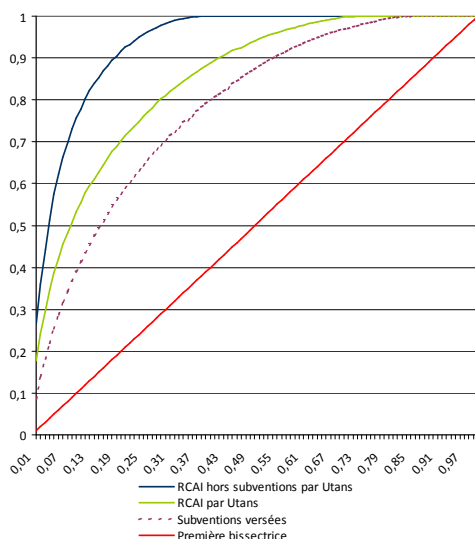
\*Evolution des effectifs 15-16 calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - € courants.

Source : SSP, RICA

### Les subventions d'exploitation limitent les disparités de résultats des différentes productions

Les subventions sont réparties de façon plus équilibrée entre les exploitations agricoles que le RCAI par Utans hors subventions. Elles ont ainsi pour effet de réduire globalement les disparités de résultat (la courbe de Lorenz se rapproche de la première bissectrice) (*Figure 8*).

**Figure 8 - Mesure de concentration des RCAI par Utans, avant et après subventions en 2016**

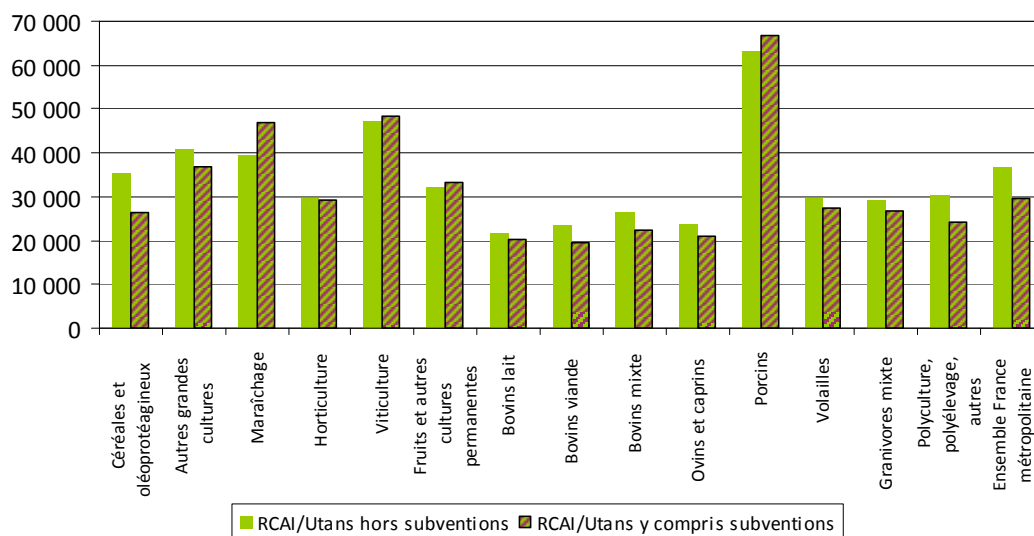


Source : SSP RICA

*Note de lecture : la courbe de Lorenz permet d'observer la concentration d'une population selon une caractéristique continue, comme le RCAI. Plus la courbe est proche de la première bissectrice, plus la répartition de cette caractéristique est égalitaire. En 2016, 20 % des exploitations agricoles se partagent 58 % du total des subventions octroyées.*

La réduction de la dispersion, consécutive à l'attribution des subventions, s'explique essentiellement par la concentration des aides vers les orientations productives à plus faible revenu en moyenne. Au sein d'une même orientation productive en revanche, l'attribution de subventions ne contribue pas toujours à atténuer les disparités de résultats. La comparaison des écarts interquartiles de RCAI par Utans, avant et après prise en compte des subventions d'exploitations montre que les subventions contribuent à réduire les disparités de résultats pour les exploitations de grandes cultures, les éleveurs de bovins et d'ovins-caprins, ainsi que les exploitations de polyculture polyélevage. En revanche, elles augmentent cette dispersion pour les éleveurs porcins, les exploitations en maraîchage et en viticulture et les producteurs de fruits et de cultures permanentes (Figure 9).

**Figure 9 - Écarts interquartiles des RCAI par Utans hors et avec subventions en 2016, par orientation productive**



Source : SSP RICA

#### 4. La situation financière des exploitations agricoles

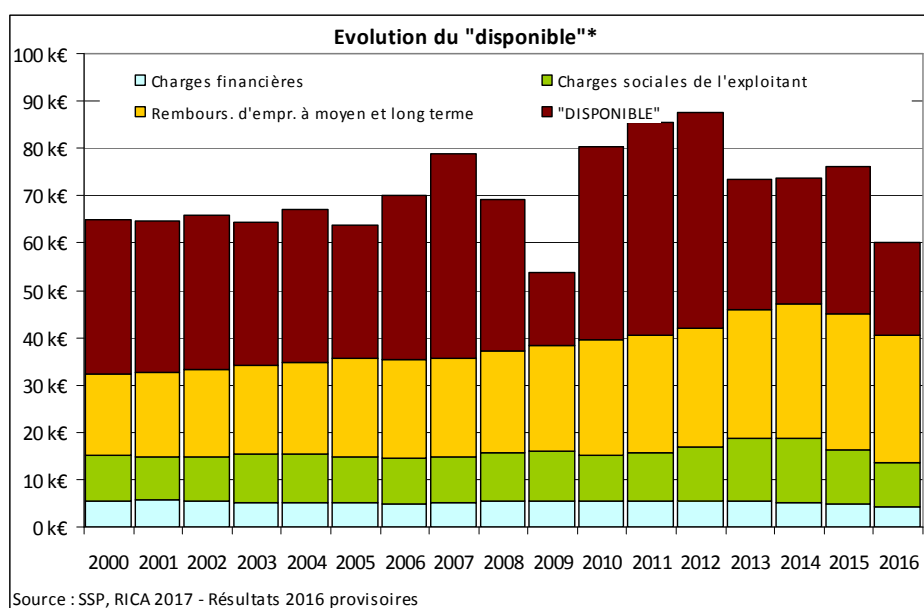
##### Les ressources financières en baisse limitent les investissements et alourdissent l'endettement.

Dans un contexte de baisse des ressources (l'EBE baisse de 16 % en moyenne par rapport à 2015), l'équilibre financier des exploitations agricoles s'est détérioré. Pour honorer leurs engagements tels que les annuités et les intérêts d'emprunts et le paiement de leurs cotisations sociales, certaines dépenses, comme l'investissement et les prélèvements privés, ont dû être ajustées (Figure 12).

Après avoir tendancielllement augmenté depuis le début des années 2000, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme s'établissent à 27 100 € en 2016, et tendent à se stabiliser depuis 2013. Ils pèsent près de 45 % dans l'excédent brut d'exploitation. Leur poids est particulièrement élevé pour les céréaliers (87 % de l'EBE) et, dans une moindre mesure, pour les exploitations en autres grandes cultures (53 %) et en bovins lait (51 %). Ils ne représentent en revanche que 23 % et 25 % de l'EBE pour les maraîchers et les horticulteurs.

Avec 9 300 € en moyenne par exploitation, les charges sociales de l'exploitant sont en baisse par rapport à 2015 (-15 %). Malgré ce recul des charges sociales, le « solde disponible » pour l'autofinancement des investissements et la rémunération de l'exploitant se situe en 2016 à 19 600 € (-33 % par rapport à 2015). Dans ce contexte, les exploitants ont réduit leurs prélèvements privés de près de 10 % par rapport en 2015.

Figure 12- Evolution des principaux flux financiers depuis 2000, en euros 2016



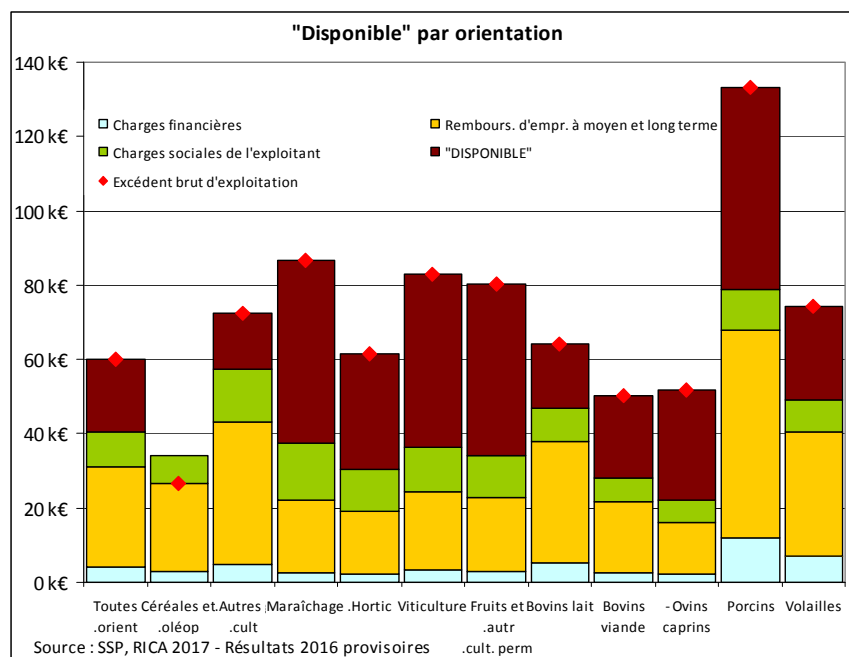
\*Le "disponible" correspond à l'EBE - remb. d'emprunts. moyen et long terme - Ch. Financières - Cotis. sociales

\*\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles (euros 2016)

Source : SSP RICA

Ce « disponible » varie fortement selon les productions en 2016, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. Si les élevages porcins disposent d'un disponible de 54 300 € en moyenne (Figure 13), l'EBE des céréaliers est insuffisant en 2016 pour couvrir l'ensemble des dépenses (solde négatif de 7 000 € en moyenne). Pour faire face à leurs engagements (charges financières, remboursements d'emprunts, cotisations sociales), les exploitants ont eu recours à l'emprunt ou à des cessions d'actifs.

Figure 13 - Principaux flux financiers des exploitations agricoles en 2016, par orientation productive

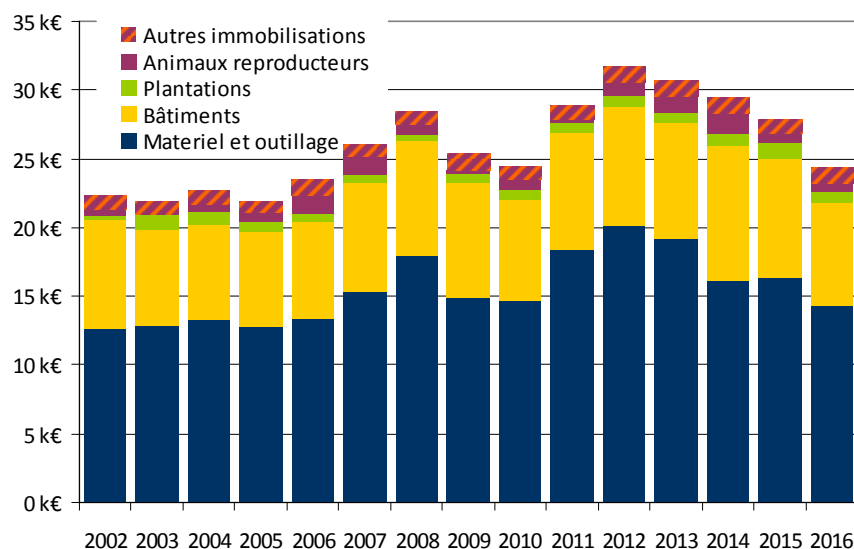


Source : SSP RICA

### Les investissements continuent de reculer

Le recul des investissements (acquisitions diminuées des cessions), observé depuis 2013, se poursuit en 2016 (- 10 %). Avec une moyenne de 24 400 € en 2016, les investissements demeurent cependant à un niveau supérieur à celui observé au début des années 2000 (22 500 € en moyenne sur la période 2002-2005). En moyenne, les acquisitions corporelles (hors foncier) s'élèvent à 30 500 € (-10 % par rapport à 2015) tandis que les cessions de biens immobilisés s'établissent à 6 700 € (-8 %) (Figure 14).

Figure 14 - Evolution des postes d'investissement depuis 2002, en euros 2016



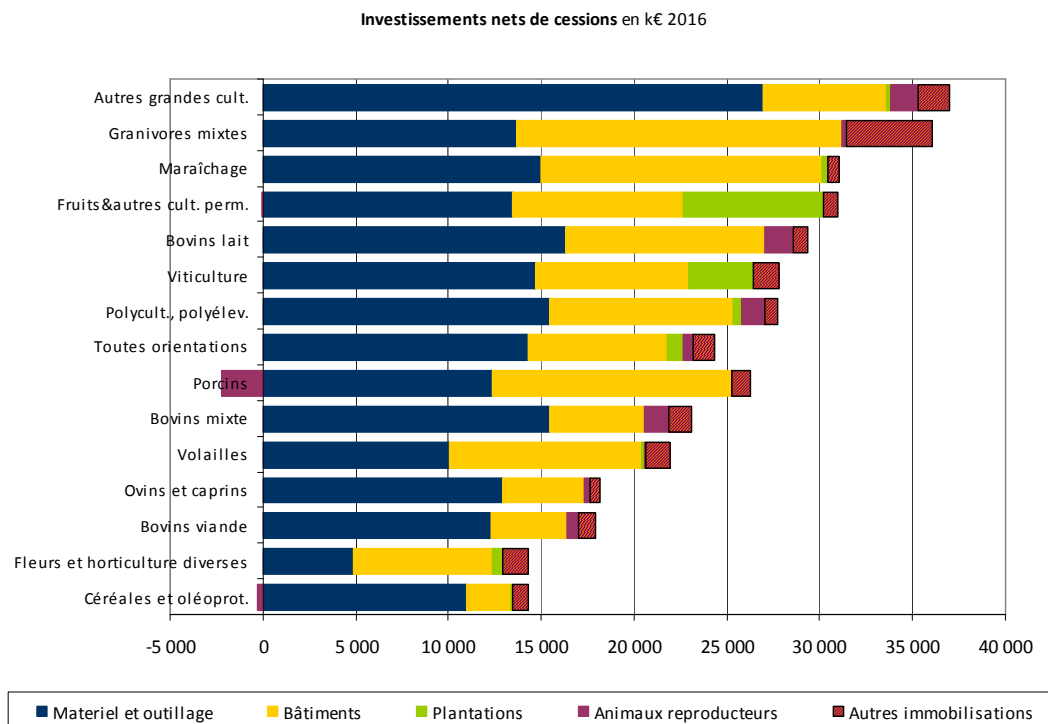
Le repli global des investissements par rapport à 2015 concerne l'ensemble des actifs. Le matériel et outillage, qui représente le premier poste d'investissement (59 % en moyenne), baisse de 12 % et les investissements en bâtiments<sup>4</sup>, second poste d'investissement (31 %), diminuent de 8 %. Les investissements en animaux reproducteurs reculent de près de 22 % en 2016.

En 2016, la baisse des investissements concerne principalement les élevages porcins (-41 % d'investissements par rapport à 2015) et de volailles (-34 %), les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux (-26 %) et les élevages de bovins mixtes (-25 %). A l'inverse, les exploitations spécialisées en maraîchage ou en fruits et autres cultures permanentes ont renforcé leurs investissements par rapport à 2015.

Le niveau et la composition des investissements dépendent beaucoup de l'orientation technique des exploitations agricoles. Les exploitations en grandes cultures autres que COP ont le niveau d'investissement moyen le plus élevé à 37 000 € en 2016 (-4 % par rapport à 2015). Leurs investissements se concentrent sur le matériel et outillage qui représentent près de 73 % du total (Figure 15).

En viticulture et en production de fruits et autres cultures permanentes, les investissements en plantations sont importants : ils représentent respectivement 12 % et 25 % de leur investissement en 2016.

**Figure 15 - Niveaux d'investissement en euros par postes en 2016, par orientation productive**



Source : SSP RICA

<sup>4</sup> Sont compris sous ce terme les constructions, qui comprennent les bâtiments, et les installations complexes spécialisées liées par leur fonctionnement aux bâtiments (stabulations libres, salles de traite, silos, installations frigorifiques, tunnels, ...)

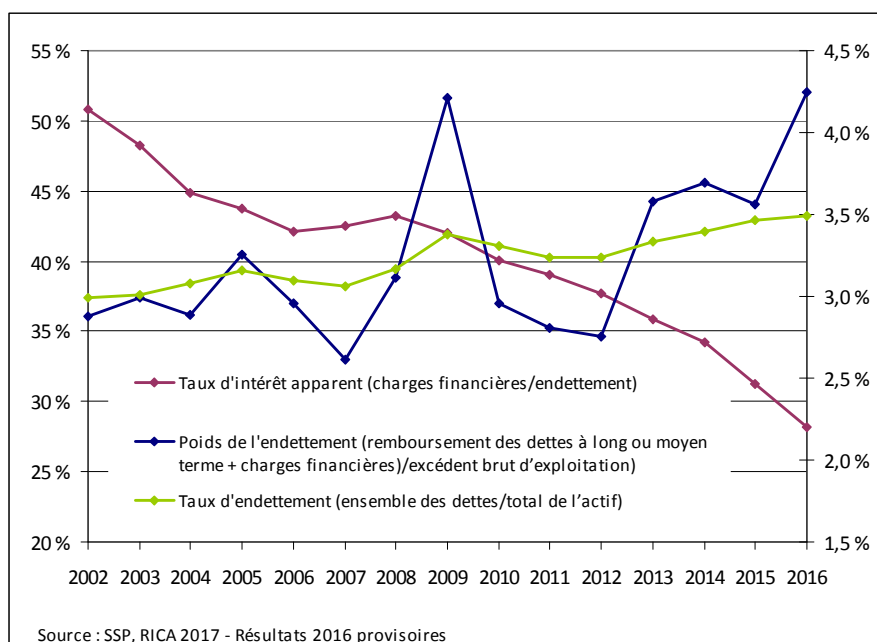
## Le poids de l'endettement s'alourdit

Le montant moyen de l'endettement des exploitations en 2016 s'élève à 189 900 € et le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) se stabilise autour de 43 % (Figure 16). Avec la détérioration des résultats, le poids de l'endettement (la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) s'alourdit (+11 points). En parallèle, la baisse des taux d'intérêts permet de contenir les charges financières à 4 200 € en moyenne (5 100 € en 2010).

La stabilisation de l'endettement total s'explique par la forte baisse de l'endettement dans les élevages de porcins (-10 %) même si celui-ci reste le plus élevé de toutes les orientations productives, à 426 000 € pour un taux d'endettement de 72 %. Les éleveurs de volailles ont également un montant moyen de dette élevé (275 100 € en 2016, en recul de 2 % par rapport à 2015), de même que les exploitations en grandes cultures hors COP (251 300 €, en hausse de 2 %). Ce sont les éleveurs d'ovins-caprins qui ont le niveau moyen de dette le plus faible en 2016, à 97 300 €, en hausse de 5 %.

Les productions maraîchères, horticoles, de fruits et autres cultures permanentes ont connu une forte progression de leurs investissements en 2016. L'orientation maraîchage a vu en parallèle une augmentation de ses emprunts à moyen et long termes de 6 % en 2016 (et de 3 % pour l'ensemble de ses dettes), signe qu'une grande part des investissements a été financée par l'emprunt. A contrario, la production horticole montre une stabilisation de ses emprunts à moyen et long termes et de l'ensemble de ses dettes.

Figure 16 – Ratios d'endettement et taux d'intérêt apparent des exploitations agricoles depuis 2002

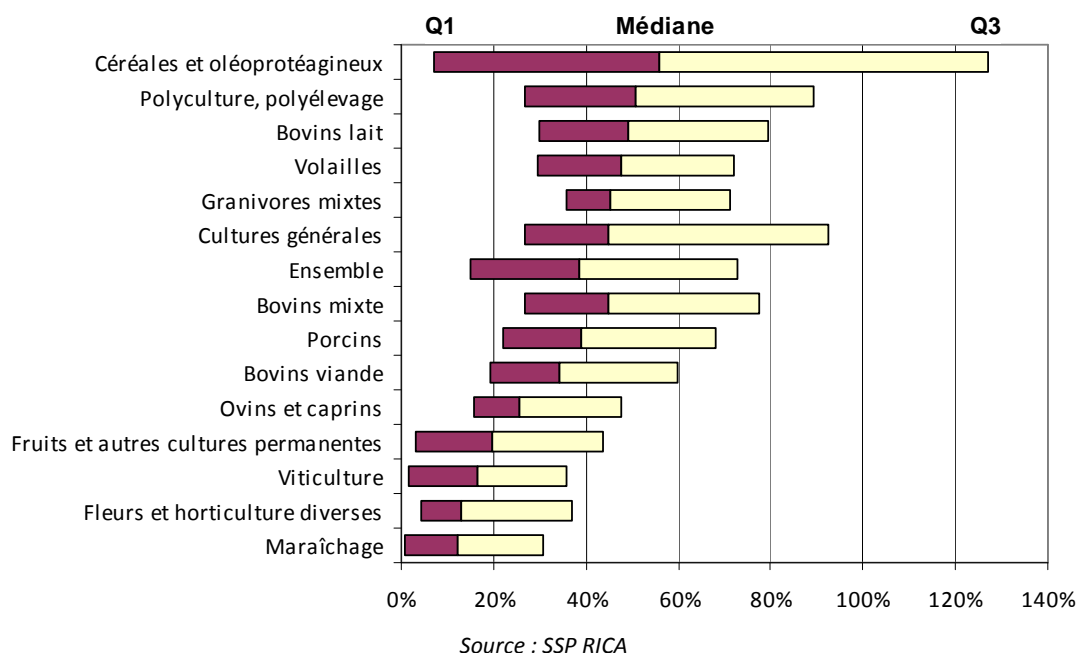


\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - en euros 2016

Source : SSP RICA

Le poids de l'endettement des exploitations céréalières a presque doublé en 2016 (+93 %), compte tenu du recul très marqué de l'EBE, mais il est toutefois très dispersé (Figure 17) : un quart des exploitations ont des charges financières et remboursements de dettes à moyen et long terme représentant près de 120 % de leur montant EBE en 2016 alors que pour un autre quart, les remboursements ne dépassent pas 20 % de l'EBE. Pour les élevages de porcins, la hausse de 55 % de leur EBE leur a, au contraire, permis d'alléger le poids de leur endettement (51 % en 2016).

**Figure 17– Indicateur de dispersion du poids de l'endettement en 2016, par orientation productive**



### Le bilan 2016 à la clôture de l'exercice

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif, à gauche, traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif, à droite, décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en oeuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. En 2016, l'actif d'une exploitation agricole toutes orientations confondues se stabilise à 439 500 € (Tableau 10). Il est composé à 59 % d'immobilisations, et à 41 % d'actifs circulants. En élevage de bovins viande, les immobilisations atteignent 69 % tandis qu'elles ne représentent que 39 % en viticulture.

Les actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres et de 43 % par des dettes.

L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer les stocks de vin (près des trois-quarts du total de leurs actifs), assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres (68 %). À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'un financement sur capitaux propres dans une proportion aussi importante (34 % en élevage de porcins).

**Tableau 10 – Bilan à la clôture de l'exercice 2016, pour l'ensemble des exploitations**

Bilan à la clôture de l'exercice 2016 - Toutes orientations confondues

Bilan à la clôture de l'exercice 2016 - Toutes orientations confondues				Bilan à la clôture de l'exercice 2016 - Toutes orientations confondues					
Détail de l'actif		Valeur en k€	Clôture - Ouverture		Détail du passif		Valeur en k€	Clôture - Ouverture	
<b>Actif immobilisé</b>	59%	<b>259,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,4%</b>	<b>Capitaux propres</b>	57%	<b>249,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-0,8%</b>
Terrain		42,3	1,7	+4,3%	Capital individuel initial		178,7	0,0	+0,0%
Aménagts, construct. et install. spécialisées		68,0	-0,5	-0,8%	Variation du capital initial		62,0	-2,1	-3,3%
Matériel		72,2	-3,4	-4,5%	Subventions d'investissement		8,7	0,1	+1,2%
Plantations		8,4	0,2	+1,9%					
Animaux reproducteurs		45,8	0,6	+1,3%	<b>Dettes</b>	43%	<b>189,9</b>	<b>0,4</b>	<b>+0,2%</b>
Autres immobilisations		22,3	0,5	+2,5%	Dettes à long ou moyen terme		118,3	0,3	+0,2%
<b>Actifs circulants</b>	41%	<b>178,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3%</b>	Emprunts à court terme		7,6	0,2	+3,0%
Stocks		100,0	-3,7	-3,5%	Autres dettes financ. à - 1 an		12,4	-0,3	-2,5%
Valeurs réalisables		45,6	0,2	+0,5%	Dettes auprès de tiers		50,4	0,2	+0,4%
Valeurs disponibles		33,1	2,9	+9,6%	<b>Régularisation passif</b>		<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-20,8%</b>
<b>Régularisation actif</b>		<b>1,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-7,9%</b>	<b>Total passif</b>		<b>439,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,4%</b>
<b>Total actif</b>		<b>439,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,4%</b>					

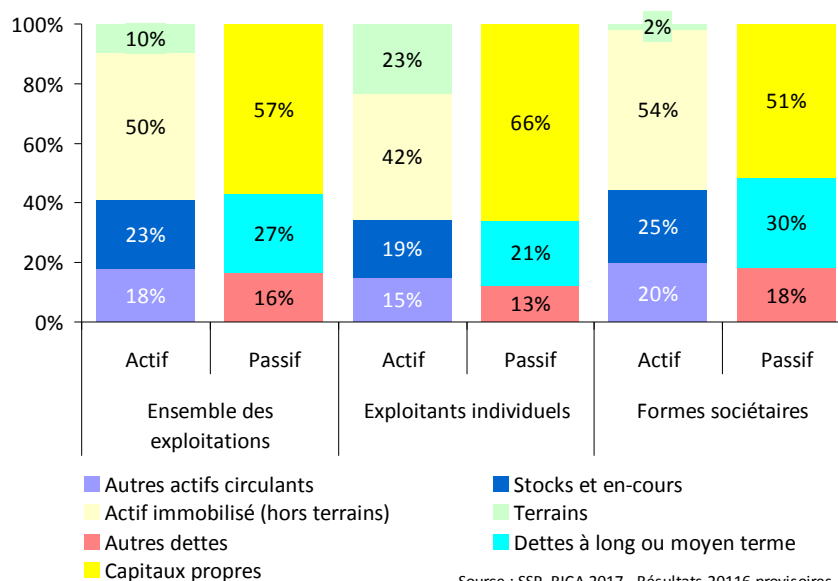
Source : SSP, RICA 2017 – Résultats 2016 provisoires

Source : SSP RICA

Depuis 40 ans le nombre d'exploitations agricoles sous formes sociétaires se développe, tandis que celui des exploitations individuelles ne cesse de diminuer. En 2002, plus des deux tiers des exploitations agricoles « moyennes et grandes » de France métropolitaine étaient des exploitations individuelles. En 2016, les exploitations sous formes sociétaires sont en nombre équivalent à celui des exploitations individuelles.

En moyenne et toutes formes juridiques confondues, les terres représentent 10 % du total de l'actif des exploitations agricoles moyennes et grandes en 2016 (Figure 18), soit 16 % des immobilisations totales contre 36 % en 1990. Cette part est toutefois très contrastée selon la forme juridique. Dans les sociétés, les terres sont en effet le plus souvent sorties de l'actif de l'exploitation pour être affectées au patrimoine personnel de l'agriculteur qui peut les louer à l'exploitation. Ainsi, les terrains constituent seulement 2 % de l'actif des exploitations en formes sociétaires contre 23 % de l'actif des exploitations individuelles. Mécaniquement, le passif s'en trouve également différencié selon la forme juridique : la présence d'importantes immobilisations pour terrain a pour contrepartie des capitaux propres plus élevés pour les exploitants individuels (66 %) que pour les formes sociétaires (51 %). Les dettes de moyen et long terme sont également différemment réparties dans la structure du passif des exploitations : elles représentent 30 % du passif des formes sociétaires, contre seulement 21 % du passif des exploitations individuelles.

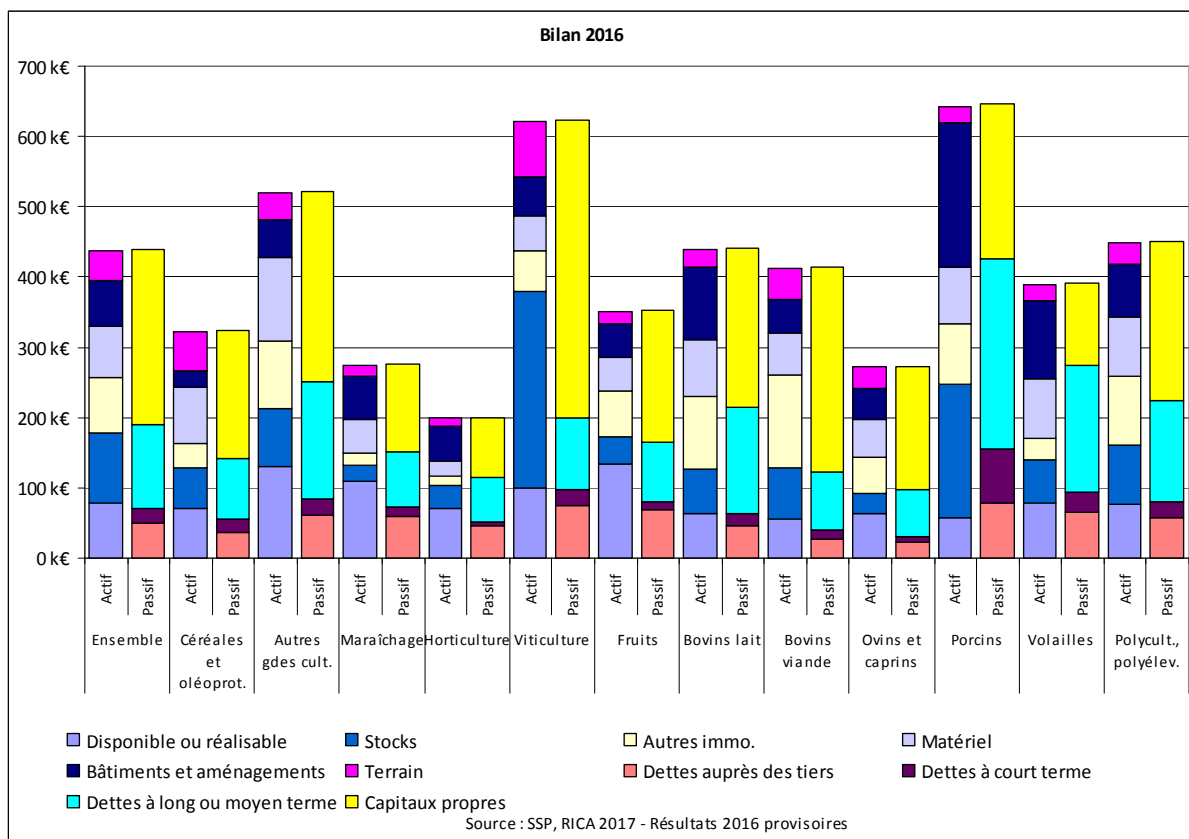
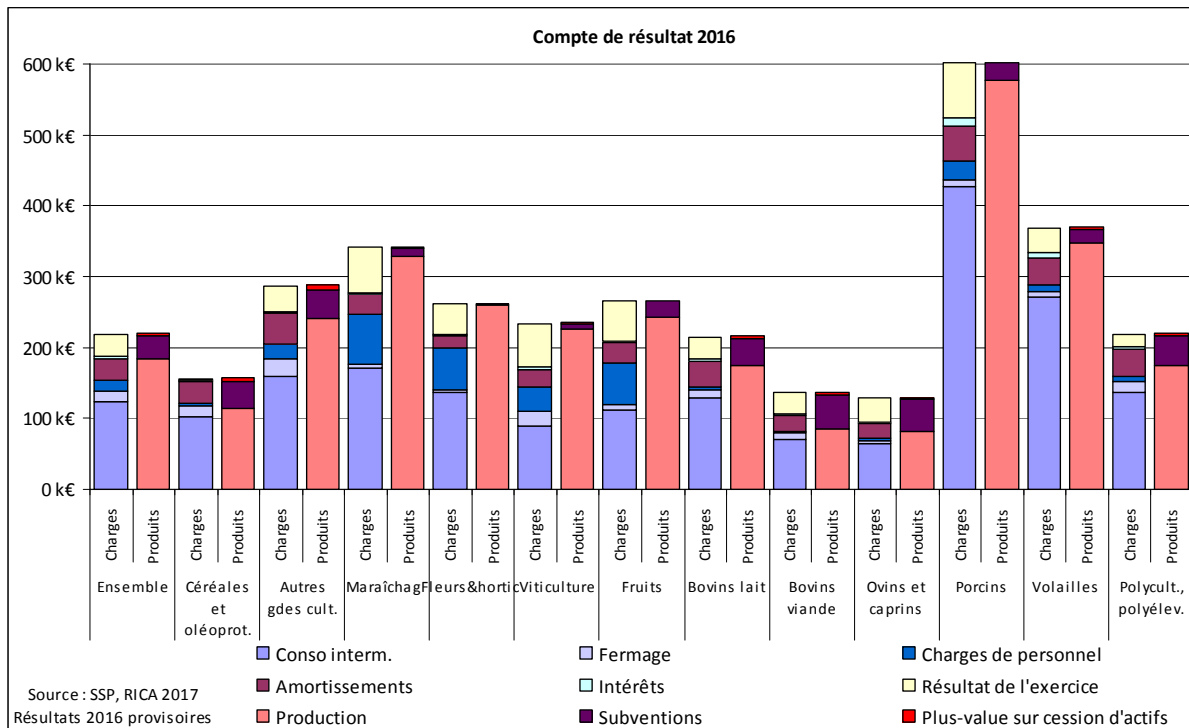
**Figure 18 - Détail du bilan des exploitations agricoles selon leur forme juridique en 2016**



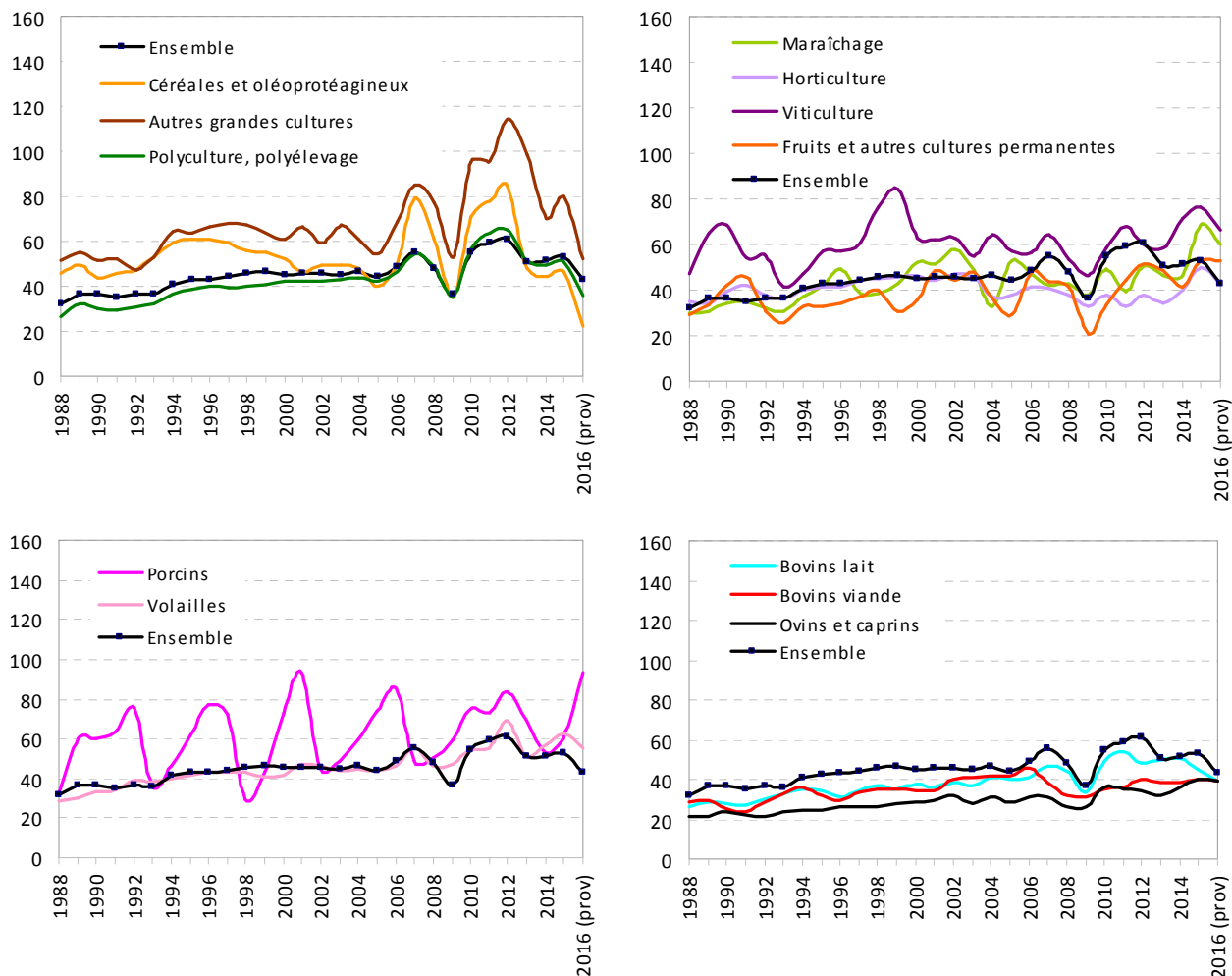
Source : SSP, RICA 2017 – Résultats 2016 provisoires



## Annexes

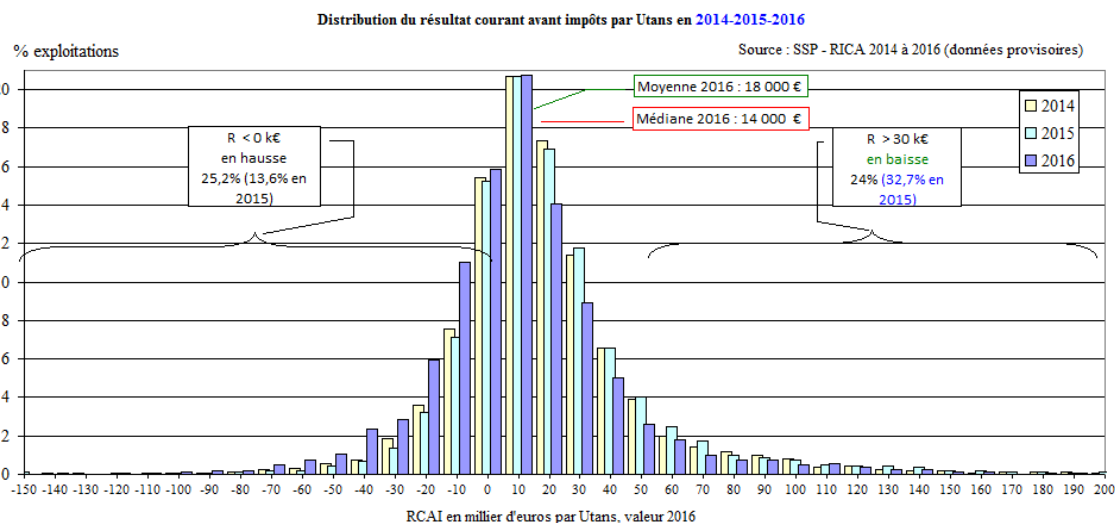


## Evolution de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié, en millier d'€ 2016



\*Séries calculées sur échantillons complets d'exploitations par année - calculées en valeurs réelles  
Source : SSP, RICA - Résultats 2016 provisoires

## Evolution de la distribution du résultat courant par actif non salarié entre 2014 et 2016 (en % d'exploitations)



Source : SSP, RICA - Résultats 2016 provisoires

Tableau 1

## Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2016

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2015 en valeur réelle

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*
Echantillon	6 652		949		509		162		176		1 021		298	
Population	297 886		52 363		19 722		4 909		6 157		45 804		7 606	
<b>Caractéristiques physiques</b>														
Surface agricole utilisée (en ha)	87,3	+0,9	125,1	+0,5	118,6	+0,4	11,1	+1,2	5,4	+0,6	23,5	+0,4	31,8	+0,0
dont : SAU en fermage	71,8	+0,9	106,5	+0,6	109,3	+0,2	8,3	+1,3	3,9	+0,5	16,5	+0,5	22,1	-1,2
Effectifs animaux (en UGB)	80,9	-2,7	7,0	-3,7	10,0	-3,2	0,2	-7,1	0,3	+2,5	0,5	+5,9	2,0	-2,0
Nombre d'UTA	2,0	+0,2	1,4	-1,6	2,2	+1,3	4,7	+3,3	3,7	-1,8	2,7	-0,0	4,5	+3,9
dont : UTA non salariées	1,4	-0,3	1,2	-1,2	1,4	+1,3	1,5	+2,5	1,4	+0,1	1,2	-1,2	1,5	+6,8
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>														
Capacité d'autofinancement	57,5	-16,4	25,0	-52,5	70,7	-30,0	87,1	-19,6	60,0	-1,3	80,7	-6,2	78,8	+12,0
- Prélèvements privés	33,4	-9,5	23,1	-23,5	42,9	-24,2	60,5	+13,0	40,1	-2,6	49,2	-0,6	44,2	+35,5
= Autofinancement	24,1	-24,7	1,9	-94,8	27,7	-38,4	26,6	-52,8	19,9	+1,4	31,4	-13,9	34,6	-10,1
Actif immobilisé	259,0	-0,8	194,6	-4,7	306,0	+0,2	141,7	+5,6	95,9	-3,2	242,8	+4,8	178,2	+3,1
Actif circulant	178,7	-1,2	128,5	-10,7	212,9	-3,9	133,1	+2,0	103,5	+5,4	378,8	+0,8	173,4	+6,7
Stocks	100,0	-3,9	56,9	-20,1	82,8	-15,4	23,4	+2,5	32,5	-3,3	279,6	+1,2	39,2	+2,9
Capitaux propres	249,4	-1,7	183,0	-11,4	270,7	-4,4	125,7	+3,4	84,8	+2,6	424,4	+2,6	188,9	+8,1
Endettement total	189,9	-0,0	141,4	-0,9	251,3	+1,7	151,0	+4,1	115,1	-0,1	198,9	+1,7	164,3	+1,3
<b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>														
<b>Ventes et autoconsommation</b>	185,0	-4,3	119,8	-15,5	239,5	-5,1	321,4	+0,2	251,2	+0,5	213,0	+2,3	233,3	+7,3
- Achats d'animaux	7,4	+1,8	1,6	-18,0	2,4	+18,8	0,0	+113,1	0,0	+148,8	0,0	-8,3	0,2	-19,1
= <b>Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b>	177,5	-4,5	118,3	-15,4	237,0	-5,3	321,4	+0,2	251,2	+0,5	213,0	+2,3	233,1	+7,4
+ Production stockée	-1,6	-147,5	-9,7	-1 502,5	-9,1	-186,2	0,2	-82,6	-0,8	-37,4	5,1	-63,7	-0,6	-124,0
+ Production immobilisée	2,5	-13,6	0,4	-9,4	2,9	+34,4	3,1	+67,6	2,5	+32,3	3,8	-27,3	6,1	+15,2
+ Produits divers	5,3	+6,5	5,3	+1,1	9,7	-0,8	4,4	+8,2	6,5	+7,4	4,2	+3,7	4,9	+6,6
= <b>Production de l'exercice</b>	183,8	-6,9	114,3	-21,7	240,5	-11,7	329,1	+0,5	259,3	+1,2	226,0	-2,1	243,4	+6,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,5	+8,7	1,1	+3,7	1,2	+6,3	0,7	+48,8	0,1	+4,7	0,3	+55,6	0,2	+8,3
- Charges d'approvisionnement	71,5	-2,7	64,4	-2,5	95,9	-0,1	86,3	-6,1	88,4	+0,3	33,1	+1,1	38,5	+3,3
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	53,3	-0,2	39,5	-2,7	65,0	-0,1	85,4	+3,9	47,6	-0,1	55,4	-0,5	73,4	+3,6
= <b>Valeur ajoutée</b>	59,5	-16,3	11,4	-72,1	80,7	-28,1	158,1	+2,9	123,4	+2,4	137,7	-3,3	131,7	+8,7
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	-7,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation	28,6	-4,0	31,5	-9,0	33,9	-11,2	6,2	-8,4	1,5	-42,6	3,4	-17,7	14,9	-6,5
+ Indemnités d'assurance	2,9	+75,0	5,0	+175,0	6,1	+160,7	0,5	-39,0	0,7	-56,0	1,9	+18,9	3,2	+5,3
- Fermages	14,0	-1,1	15,5	-3,0	24,4	-1,4	5,7	-1,3	4,3	-0,8	20,9	-0,4	8,6	-1,2
- Impôts et taxes	2,2	-2,2	2,3	-4,3	3,4	-5,6	1,8	+9,4	1,4	+1,4	3,1	+3,1	1,9	-2,6
- Charges de personnel	14,6	+1,1	3,4	-6,1	20,4	+4,0	70,5	+2,5	58,4	+2,5	36,0	+0,5	58,8	+2,2
= <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	60,2	-16,1	26,8	-51,3	72,4	-30,5	86,7	+2,2	61,5	-0,8	83,1	-6,1	80,4	+12,1
+ Transferts de charge	0,3	-1,2	0,3	+3,1	0,8	+84,7	0,4	+42,2	0,5	+25,3	0,3	-12,7	0,4	-27,0
- Dotations aux amortissements	31,6	-0,9	30,2	-4,8	43,5	-0,7	28,0	+1,8	18,2	-3,4	24,5	+5,2	27,5	+3,3
= <b>Résultat d'exploitation</b>	28,9	-27,9	-3,1	-112,9	29,7	-50,7	59,1	+2,6	43,8	+0,6	58,9	-10,1	53,3	+16,3
+ Produits financiers	0,9	+17,5	0,9	-6,1	2,1	-12,3	1,0	+3,9	0,3	-18,5	0,3	-22,0	0,5	-11,4
- Charges financières	4,2	-10,5	3,2	-11,9	4,9	-14,3	2,7	-9,1	2,2	-22,0	3,5	-5,1	2,9	-6,9
= <b>Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	25,6	-29,2	-5,3	-124,9	26,9	-52,8	57,4	+3,2	42,0	+2,0	55,7	-10,4	50,9	+17,6
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	4,2	-1,2	6,3	+3,6	7,1	-10,8	2,3	+247,4	0,0	-80,9	3,1	+14,7	1,4	-57,2
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,3	+0,6	0,2	-7,2	0,7	+1,8	3,7	+36,1	1,4	+8,6	1,7	+11,0	3,4	+6,8
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	-53,1	0,1	+6 079,9	0,3	-304,0	1,7	-91,7	-0,2	-144,6	0,4	-7,6	0,3	-36,5
= <b>Résultat de l'exercice</b>	31,3	-25,9	1,4	-93,2	34,9	-46,5	65,0	-22,6	43,1	-0,9	60,9	-9,1	56,1	+11,6
Cotisations sociales de l'exploitant	9,3	-15,2	7,5	-25,0	14,2	-22,2	15,4	+10,9	11,1	-2,0	12,0	-11,1	11,5	-1,2
EBE par UTA non salariée	43,1	-15,9	22,2	-50,7	52,2	-31,4	59,8	-0,3	43,0	-0,9	66,7	-4,9	52,7	+4,9
RCAI par unité de travail annuel	18,3	-29,0	-4,4	-125,2	19,4	-53,4	39,6	+0,7	29,3	+1,9	44,7	-9,3	33,4	+10,1

\*Les évolutions sont exprimées à échantillon constant - en valeur réelle

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : SSP - RICA 2015 et 2016 provisoire

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros.

Tableau 1

## Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2016

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2015 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*
Echantillon	982		677		230		374		176		218		116		738	
Population	45 223		28 825		11 398		12 881		5 462		10 178		4 590		37 048	
<b>Caractéristiques physiques</b>																
Surface agricole utilisée (en ha)	91,3	+0,8	109,4	+0,6	120,9	+0,8	91,3	+4,1	64,0	+0,3	41,7	+0,9	96,2	+1,1	118,4	+1,2
dont : SAU en fermage	78,8	+0,5	79,7	+0,7	101,3	+0,2	51,1	+7,4	55,2	+0,1	31,4	-0,1	83,0	+1,0	103,4	+1,8
Effectifs animaux (en UGB)	104,8	+0,8	122,8	+1,7	157,0	+0,9	75,9	+0,3	501,7	+1,1	436,0	-0,4	313,9	+0,8	96,2	+0,5
Nombre d'UTA	1,8	-0,2	1,4	+0,2	1,8	-0,7	1,5	-2,8	2,4	-1,6	1,7	+0,2	2,1	-0,7	1,9	+0,5
dont : UTA non salariées	1,6	-0,5	1,3	-0,1	1,7	-0,8	1,3	-1,6	1,4	-0,3	1,3	+0,6	1,9	-0,5	1,5	-0,4
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>																
Capacité d'autofinancement	60,9	-9,9	48,2	-3,7	62,0	-14,3	50,2	+3,3	122,6	+66,0	69,1	-10,6	93,1	-3,7	49,8	-26,5
- Prélèvements privés	34,2	-8,5	22,8	-2,9	35,2	-3,5	28,7	+73,9	38,3	+5,4	32,3	-19,1	58,1	+22,3	27,7	-22,4
= Autofinancement	26,7	-11,7	25,4	-4,5	26,9	-24,9	21,5	-36,1	84,2	+124,4	36,8	-1,5	35,0	-25,4	22,1	-31,5
Actif immobilisé	312,9	-0,6	284,6	-0,5	353,4	-2,1	178,7	-0,9	394,8	-4,9	249,7	-4,8	363,5	-3,6	288,1	-1,5
Actif circulant	126,0	-0,9	128,7	+2,6	150,6	-2,3	92,8	+6,4	247,7	+4,9	139,4	+5,5	172,8	-1,5	160,6	-2,2
Stocks	62,0	-3,9	73,0	-0,5	89,0	-2,8	30,3	-4,2	189,3	+2,2	60,2	+5,8	98,3	-4,3	84,3	-5,8
Capitaux propres	225,9	-3,0	290,5	+1,2	307,8	-1,9	174,9	+0,7	219,5	+20,8	116,7	+2,3	263,5	-3,3	225,6	-5,3
Endettement total	214,6	+1,8	123,5	-1,2	198,1	-2,6	97,3	+3,1	426,3	-10,0	275,1	-2,8	276,0	-2,5	224,6	+2,1
<b>Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)</b>																
<b>Ventes et autoconsommation</b>	173,4	-7,2	86,7	-2,2	170,8	-8,7	82,8	+1,2	594,4	+6,7	403,7	-6,0	349,1	-1,0	182,0	-7,2
- Achats d'animaux	3,0	-11,7	6,1	-15,7	11,0	-2,4	3,4	-22,1	33,7	+4,3	66,9	+2,2	31,5	-10,2	13,5	+9,0
= <b>Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b>	170,4	-7,1	80,6	-1,1	159,8	-9,1	79,5	+2,4	560,6	+6,8	336,8	-7,4	317,6	+0,0	168,5	-8,3
+ Production stockée	-0,3	-89,5	1,2	-65,8	0,1	-83,2	-0,1	-193,4	1,8	+145,4	5,0	-196,9	-4,7	-259,6	-1,2	-154,9
+ Production immobilisée	2,6	-13,0	2,3	+146,7	1,8	-41,6	1,7	+78,2	11,6	-29,2	2,7	-60,8	6,0	-15,5	1,8	-37,5
+ Produits divers	1,6	+4,4	0,9	-14,4	1,2	-21,6	0,7	-2,3	3,9	+10,5	3,5	-6,2	3,1	+46,7	4,7	+1,9
= <b>Production de l'exercice</b>	174,4	-6,7	85,0	-2,1	162,9	-10,5	81,7	+0,5	577,9	+6,0	348,0	-6,2	322,0	-3,3	173,8	-11,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	+3,6	0,1	+24,0	0,2	+5,9	0,1	+14,5	0,8	+52,9	0,3	-5,8	0,6	-6,5	0,6	+4,3
- Charges d'approvisionnement	69,5	-5,5	35,4	-0,1	74,8	-5,2	33,9	-0,3	323,9	-4,8	212,7	-3,4	159,6	-3,8	79,0	-2,3
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	59,0	-0,9	34,5	+5,1	55,1	-3,0	30,5	+2,2	104,2	+0,2	59,5	-5,9	81,7	+1,1	57,9	-2,0
= <b>Valeur ajoutée</b>	46,2	-14,5	15,2	-19,3	33,2	-28,5	17,4	-0,9	150,6	+47,5	76,1	-13,4	81,4	-6,4	37,6	-32,8
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	-10,4	0,0	0,0	0,0	+1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation	33,9	-0,7	46,1	+1,6	47,4	-1,6	42,1	+2,5	19,6	-10,6	15,2	+6,0	35,2	-3,2	37,9	-3,5
+ Indemnités d'assurance	1,8	+22,5	1,4	+43,4	2,0	+65,1	1,2	+42,1	2,5	+129,9	2,4	+129,8	2,8	+123,6	3,5	+61,8
- Fermages	11,8	-0,8	9,4	-0,5	13,3	-1,9	4,9	+1,3	10,1	+2,5	7,6	-0,5	14,1	-1,3	15,0	-0,6
- Impôts et taxes	1,8	-2,9	1,2	-4,7	2,1	-5,0	1,0	-0,3	2,6	-4,3	1,7	-5,9	2,2	-2,3	2,2	-3,8
- Charges de personnel	4,1	+0,3	1,8	+11,1	3,5	+0,5	2,9	-3,1	26,8	+0,9	10,0	-2,9	4,7	+9,5	8,4	+1,5
= <b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	64,2	-10,6	50,2	-4,5	63,7	-16,7	51,9	+2,5	133,1	+55,1	74,4	-10,7	98,3	-5,1	53,3	-26,0
+ Transferts de charge	0,2	+13,2	0,1	-56,9	0,2	+12,0	0,1	-47,6	0,4	+12,3	0,3	+35,1	0,3	+71,6	0,2	-45,9
- Dotations aux amortissements	36,8	-0,9	23,3	-0,3	37,6	+0,6	21,1	+2,6	48,6	-1,8	37,7	-2,3	46,2	-0,7	37,2	-3,4
= <b>Résultat d'exploitation</b>	27,6	-20,7	27,0	-8,3	26,4	-32,3	30,9	+2,2	84,9	+128,4	37,0	-17,6	52,4	-9,3	16,3	-52,1
+ Produits financiers	1,2	+116,0	0,5	+27,1	1,2	+119,4	0,2	+51,0	0,9	-9,3	0,6	+26,2	1,4	+13,3	1,2	+31,2
- Charges financières	5,2	-10,2	2,7	-10,9	4,8	-10,9	2,1	-12,1	11,9	-12,0	7,1	-12,4	7,4	-7,0	5,1	-10,0
= <b>Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	23,7	-20,1	24,8	-7,4	22,8	-32,9	29,1	+3,6	74,0	+198,1	30,6	-18,0	46,4	-9,1	12,4	-57,7
+ Plus ou moins value sur cession d'actifs immobilisés	4,3	+37,4	4,3	+9,7	3,2	-41,7	3,7	+21,1	2,5	-68,4	2,6	+67,9	3,9	-37,3	4,0	-10,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,7	-1,2	0,9	-4,9	1,5	-10,2	1,3	+12,2	1,9	+8,5	1,3	-21,1	2,2	-6,7	1,4	-5,0
+ Profits et charges exceptionnels	0,4	-87,3	0,0	-154,4	1,6	+726,4	0,0	-129,1	0,0	-156,2	0,9	-38,6	0,6	+441,1	0,1	-196,1
= <b>Résultat de l'exercice</b>	30,0	-14,8	30,0	-4,6	29,1	-30,3	34,0	+5,7	78,4	+129,0	35,4	-15,7	53,0	-10,1	17,9	-49,2
Cotisations sociales de l'exploitant	8,9	-16,2	6,1	-13,8	8,9	-16,9	6,0	-12,2	11,1	-4,8	8,9	-7,9	11,7	-8,4	8,4	-18,9
EBE par UTA non salariée	39,4	-10,2	39,0	-4,4	38,5	-16,0	39,0	+4,1	93,4	+55,6	55,4	-11,2	52,1	-4,6	35,5	-25,6
RCAI par unité de travail annuel	14,5	-19,7	19,3	-7,3	13,8	-32,4	21,8	+5,2	51,9	+199,1	22,8	-18,6	24,6	-8,6	8,3	-57,5

\*Les évolutions sont exprimées à échantillon constant - en valeur réelle

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Source : SSP - RICA 2015 et 2016 provisoire

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros.

Tableau 2

## Situation financière des exploitations en 2016

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2015 en valeur réelle

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverse		Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes	
	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*
<b>Résultat courant avant impôts</b>	25,6	-29,2	-5,3	-124,9	26,9	-52,8	57,4	+3,2	42,0	+2,0	55,7	-10,4	50,9	+17,6
+ Dotation aux amortissements	31,6	-0,9	30,2	-4,8	43,5	-0,7	28,0	+1,8	18,2	-3,4	24,5	+5,2	27,5	+3,3
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	-53,1	0,1	+6 080	0,3	-304,0	1,7	-91,7	-0,2	-144,6	0,4	-7,6	0,3	-36,5
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	57,5	-16,4	25,0	-52,5	70,7	-30,0	87,1	-19,6	60,0	-1,3	80,7	-6,2	78,8	+12,0
- Prélèvements privés	33,4	-9,5	23,1	-23,5	42,9	-24,2	60,5	+13,0	40,1	-2,6	49,2	-0,6	44,2	+35,5
<b>= Autofinancement</b>	24,1	-24,7	1,9	-94,8	27,7	-38,4	26,6	-52,8	19,9	+1,4	31,4	-13,9	34,6	-10,1
+ Cessions d'immobilisations	7,5	-4,5	10,9	+1,3	12,7	+0,8	3,9	+116,5	0,7	-78,3	6,0	+37,2	3,3	-35,0
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	+1,6	0,1	-61,9	0,4	-30,2	4,5	+77,9	0,4	-44,9	2,9	-6,1	4,1	-33,1
+ Nouvelles dettes financières	35,6	-1,8	28,6	-4,2	52,4	-0,7	30,7	+15,2	19,7	+0,4	39,2	+1,5	27,0	-19,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,2	-98,7	0,1	-62,6	-2,2	-111,7	-1,4	-113,4	1,0	-118,9	-0,7	-137,4	4,0	-7,5
+ Diminution de trésorerie nette														
<b>= Total des ressources</b>	68,9	-15,2	41,6	-37,9	91,0	-19,1	64,3	-25,5	41,8	+2,9	78,8	-8,5	73,0	-16,6
Acquisitions d'immobilisations	33,5	-9,2	26,6	-18,7	51,0	-6,4	36,9	+36,8	15,5	+3,7	38,1	+0,7	35,8	+5,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,6	-21,6	-0,3	-10,1	1,5	+1 841	0,0	-29,2	0,0	-189,3	0,0	-152,7	-0,1	-149,3
+ Charges à répartir	0,0	+399,3	0,0		0,0	-23,5	0,0		0,0	-100,0	0,0		-1,2	
+ Remboursements des dettes financières	35,2	+4,0	30,2	+0,1	46,8	+0,5	25,1	-15,8	19,6	-18,5	34,1	+12,1	27,2	-0,5
+ Variation des stocks	-3,7	-219,3	-14,1	-1 066,8	-14,6	-249,0	0,4	-139,7	-1,0	-12,9	5,1	-64,4	-0,6	-117,2
+ Variation des créances auprès des tiers	-0,2	-112,4	-3,1	-218,0	3,5	-956,1	-8,3	-135,3	2,0	+234,5	-1,7	-4 003	0,3	-114,5
+ Variation des comptes de régularisation	-0,1	-136,7	-0,1	+333,9	-0,5	-124,4	0,0	-103,4	-0,1	-50,3	0,0	-64,2	0,3	-66,6
+ Augmentation de trésorerie nette	3,7		2,5		3,2	+301,6	10,2	-5,5	5,7	+169,5	3,2	-15,1	11,5	+43,4
<b>= Total des emplois</b>	68,9	-15,2	41,6	-37,9	91,0	-19,1	64,3	-25,5	41,8	+2,9	78,8	-8,5	73,0	-16,6
Variation du fonds de roulement net	-0,5	-120,2	-14,9	+5 191,9	-6,2	-222,8	3,8	-88,7	5,7	+13,5	7,3	-52,0	7,6	-74,9
Variation du besoin en fonds de roulement	-4,2	-173,0	-17,4	-844,1	-9,5	-275,2	-6,5	-136,8	-0,1	-88,2	4,1	-63,3	-4,1	-151,7
Variation de trésorerie nette	3,7	-490,1	2,5	-184,0	3,3	+343,3	10,2	-5,0	5,7	+170,4	3,2	-15,0	11,5	+43,5
Investissement total	26,5	-10,8	15,4	-29,4	39,9	-4,7	33,0	+30,9	14,8	+29,7	32,1	-4,2	32,4	+11,5
Excédent de trésorerie d'exploitation	60,7	+0,5	44,0	-14,9	78,0	-14,2	88,8	+37,5	59,2	+1,8	71,7	+3,9	78,8	+46,1

Bilan 2016	Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture		Ouvert.		Clôture	
<b>Actif immobilisé</b>	259,9	259,0	203,1	194,6	302,5	306,0	134,5	141,7	99,3	95,9	232,1	242,8	171,9	178,2		
Terrains	40,5	42,3	54,5	56,3	36,4	37,2	14,6	15,1	11,9	11,9	75,0	79,3	17,4	18,6		
Aménagements terrains	2,477	2,451	3,3	3,2	2,1	2,2	3,1	3,2	4,0	3,8	1,0	1,1	2,7	2,8		
Constructions	55,0	54,6	17,5	17,1	41,3	41,7	30,5	29,8	32,6	32,9	46,2	48,8	32,0	33,9		
Installations spécialisées	11,0	10,9	6,0	5,6	12,9	12,6	27,8	32,4	19,1	17,5	5,2	5,5	11,8	13,0		
Matériel	75,6	72,2	89,8	80,6	120,2	119,0	45,9	48,0	20,7	19,4	48,2	51,0	48,2	48,5		
Plantations (y compris forêt)	8,3	8,4	0,3	0,3	1,6	1,7	0,9	1,0	2,3	2,3	42,7	43,1	43,5	45,6		
Animaux reproducteurs	45,2	45,8	6,3	6,0	5,9	7,3	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	1,2	1,1		
Autres immobilisations	21,7	22,3	25,4	25,5	82,1	84,3	11,4	12,0	8,5	7,9	13,4	13,6	15,1	14,6		
<b>Actif circulant</b>	179,3	178,7	143,2	128,5	219,6	212,9	130,6	133,1	97,7	103,5	371,8	378,8	163,0	173,4		
Stocks et en-cours	103,7	100,0	70,9	56,9	97,4	82,8	22,9	23,4	33,5	32,5	274,5	279,6	39,8	39,2		
dont animaux circulants	21,9	22,0	3,1	3,2	5,2	4,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4		
Valeurs réalisables	45,4	45,6	40,2	38,1	73,7	77,8	28,0	32,6	33,5	33,1	61,8	60,0	74,1	74,7		
Valeurs disponibles	30,2	33,1	32,0	33,5	48,5	52,3	79,7	77,1	30,7	37,9	35,5	39,2	49,1	59,6		
Régularisation actif	2,0	1,8	1,4	1,3	4,2	3,6	2,1	2,2	1,2	1,1	1,9	1,8	3,3	2,4		
<b>Total actif</b>	441,1	439,5	347,7	324,5	526,3	522,5	267,2	276,9	198,1	200,5	605,8	623,3	338,2	354,0		
<b>Capitaux propres</b>	251,4	249,4	204,8	183,0	279,0	270,7	120,3	125,7	82,6	84,8	411,6	424,4	176,4	188,9		
Capital individuel initial	178,7	178,7	150,2	150,2	170,5	170,5	65,6	65,6	71,4	71,4	271,9	271,9	108,2	108,2		
Variation du capital initial	64,1	62,0	53,4	31,7	105,2	97,2	40,7	45,2	4,5	7,6	122,9	134,6	49,4	61,2		
Subventions d'investissement	8,6	8,7	1,3	1,1	3,2	3,0	14,1	14,9	6,7	5,8	16,7	17,9	18,8	19,5		
<b>Total endettement</b>	189,5	189,9	142,8	141,4	246,8	251,3	146,7	151,0	114,8	115,1	194,1	198,9	161,0	164,3		
Dettes à long ou moyen terme	118,1	118,3	87,6	85,1	157,2	162,9	74,0	78,5	63,3	63,1	94,4	100,0	82,4	83,6		
Emprunts à court terme	7,4	7,6	6,8	7,7	9,4	9,4	5,0	6,1	2,1	2,5	12,3	11,8	6,2	4,7		
Autres dettes financières à - 1 an	12,7	12,4	11,6	11,6	12,3	13,5	6,9	7,0	4,7	3,8	11,5	11,9	7,4	6,7		
Dettes auprès de tiers	50,2	50,4	36,1	36,2	64,0	61,8	60,6	59,2	44,6	45,6	75,6	74,9	64,9	68,9		
Régularisation passif	0,3	0,2	0,1	0,1	0,5	0,5	0,2	0,3	0,6	0,6	0,1	0,1	0,8	0,7		
<b>Total passif</b>	441,1	439,5	347,7	324,5	526,3	522,5	267,2	276,9	198,1	200,5	605,8	623,3	338,2	354,0		

\*Les évolutions sont exprimées à échantillon constant - en valeur réelle

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Source : SSP - RICA 2015 et 2016 provisoire

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros.

Tableau 2

## Situation financière des exploitations en 2016

Valeurs moyennes par exploitation en millier d'euros et pourcentages d'évolution par rapport à 2015 en valeur réelle

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture polyélevage	
	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*	2016	% évo.*
<b>Résultat courant avant impôts</b>	23,7	-20,1	24,8	-7,4	22,8	-32,9	29,1	+3,6	74,0	+198,1	30,6	-18,0	46,4	-9,1	12,4	-57,7
+ Dotation aux amortissements	36,8	-0,9	23,3	-0,3	37,6	+0,6	21,1	+2,6	48,6	-1,8	37,7	-2,3	46,2	-0,7	37,2	-3,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,4	-87,3	0,0	-154,4	1,6	+726,4	0,0	-129,1	0,0	-156,2	0,9	-38,6	0,6	+441,1	0,1	-196,1
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	60,9	-9,9	48,2	-3,7	62,0	-14,3	50,2	+3,3	122,6	+66,0	69,1	-10,6	93,1	-3,7	49,8	-26,5
- Prélèvements privés	34,2	-8,5	22,8	-2,9	35,2	-3,5	28,7	+73,9	38,3	+5,4	32,3	-19,1	58,1	+22,3	27,7	-22,4
<b>= Autofinancement</b>	26,7	-11,7	25,4	-4,5	26,9	-24,9	21,5	-36,1	84,2	+124,4	36,8	-1,5	35,0	-25,4	22,1	-31,5
+ Cessions d'immobilisations	7,6	+3,2	7,4	+10,1	8,3	-19,2	6,0	-7,7	4,5	-67,5	4,3	+31,2	7,8	-15,1	7,0	-29,7
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	+19,9	1,3	+106,5	0,9	-7,5	1,0	-59,7	1,7	-23,1	1,5	+142,9	4,0	+117,7	1,2	+30,8
+ Nouvelles dettes financières	42,3	+6,7	21,1	-6,9	36,9	-7,6	20,6	+1,1	59,9	-39,1	29,6	-21,0	65,1	+9,0	42,6	+11,0
+ Variation des dettes auprès des tiers	-0,4	-125,4	0,0	-96,3	-0,7	-310,9	0,2	-104,1	-2,0	-36,7	6,4	+2 045	-2,6	-1 729	1,4	-85,0
+ Diminution de trésorerie nette											4,0		0,2			
<b>= Total des ressources</b>	77,6	-8,8	55,2	-8,5	72,4	-18,6	49,2	-25,5	148,3	-5,1	82,7	+3,6	109,5	-10,7	74,4	-19,4
Acquisitions d'immobilisations	37,1	-1,1	25,5	+4,0	32,8	-22,6	24,4	-18,9	31,8	-43,6	28,4	-21,4	45,9	-10,2	35,7	-11,4
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,5	+885,6	0,7	-81,5	1,3	-34,4	0,3	-110,6	-2,2	+45,9	0,1	-69,0	0,3	-183,6	1,2	-3,9
+ Charges à répartir	0,0		0,1		0,0		0,0	-199,6	0,0		0,0		0,0		0,0	-164,8
+ Remboursements des dettes financières	39,8	+3,2	23,2	+6,9	40,8	+7,0	16,1	-9,5	89,6	-0,6	42,1	+10,5	64,2	+3,9	39,7	-0,4
+ Variation des stocks	-2,4	+63,5	0,1	-56,4	-2,3	+1 185,4	-0,8	-4 725	3,1	+28,9	4,1	-172,3	-5,4	+4 067	-4,1	-294,6
+ Variation des créances auprès des tiers	0,7	-92,4	0,6	-103,5	-2,2	-138,3	3,4	-87,6	2,1	-63,3	7,6	+23,5	4,3	-62,0	-1,2	-113,7
+ Variation des comptes de régularisation	0,0	-116,0	-0,1	-215,9	0,1	-143,1	0,1	+592,1	-0,5	-181,1	0,3	+1,5	0,3	-115,4	-0,3	-246,5
+ Augmentation de trésorerie nette	0,8		5,0		1,7	+216,9	5,7		24,4						3,7	
<b>= Total des emplois</b>	77,6	-8,8	55,2	-8,5	72,4	-18,6	49,2	-25,5	148,3	-5,1	82,7	+3,6	109,5	-10,7	74,4	-19,4
Variation du fonds de roulement net	-0,5	-112,0	5,6	-20,9	-2,2	-125,4	8,2	-37,6	31,0	+370,2	1,9	-65,4	1,4	+42,5	-3,0	+203,1
Variation du besoin en fonds de roulement	-1,3	-114,6	0,5	-105,1	-3,8	-164,0	2,6	-96,1	7,0	-28,6	5,4	+216,7	1,9	-54,9	-7,0	-368,7
Variation de trésorerie nette	0,8	-116,6	5,1	-317,1	1,8	+213,7	5,7	-354,1	24,0	-399,9	-3,8	-201,5	-0,3	-194,2	3,6	-180,9
Investissement total	31,1	+2,8	18,8	-11,3	25,8	-24,4	18,7	-27,9	25,2	-38,9	24,2	-27,9	38,3	-21,7	29,9	-5,4
Excédent de trésorerie d'exploitation	61,0	-2,2	46,1	+18,3	63,7	-4,9	47,2	+37,4	118,4	+95,3	66,0	-10,7	89,7	+5,1	57,9	-9,1

Bilan 2016	Ouvvert.		Clôture		Ouvvert.		Clôture		Ouvvert.		Clôture		Ouvvert.		Clôture		Ouvvert.		Clôture	
<b>Actif immobilisé</b>	314,4	312,9	284,8	284,6	362,1	353,4	177,4	178,7	415,7	394,8	260,5	249,7	367,5	363,5	291,4	288,1				
Terrains	23,0	24,0	43,6	44,3	35,9	37,9	30,2	30,4	23,2	23,6	21,9	23,5	21,1	22,0	28,2	29,8				
Aménagements terrains	2,1	2,0	1,8	1,7	3,5	3,4	1,2	1,3	2,9	3,4	3,1	3,1	4,6	4,4	2,8	2,7				
Constructions	86,6	85,2	46,7	45,6	76,0	69,9	36,5	36,0	205,9	194,5	96,9	93,7	108,9	108,5	62,0	61,8				
Installations spécialisées	19,4	18,9	3,3	3,3	14,3	13,7	7,8	7,8	12,0	10,4	17,6	17,2	17,6	18,6	12,3	13,0				
Matériel	82,7	79,7	59,1	58,6	85,5	79,5	52,3	53,7	86,5	79,6	93,1	83,7	98,8	88,9	91,8	84,9				
Plantations (y compris forêt)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	2,9	3,1				
Animaux reproducteurs	82,5	84,1	123,3	124,0	132,4	133,7	43,9	44,3	53,3	51,1	15,7	15,9	86,1	86,3	66,0	67,2				
Autres immobilisations	18,2	19,0	6,9	7,0	14,4	15,3	5,4	5,2	31,9	32,1	11,6	12,1	30,4	34,8	25,4	25,6				
<b>Actif circulant</b>	126,2	126,0	123,0	128,7	154,4	150,6	84,9	92,8	236,0	247,7	130,9	139,4	175,7	172,8	163,1	160,6				
Stocks et en-cours	64,3	62,0	72,9	73,0	91,3	89,0	31,1	30,3	186,2	189,3	56,1	60,2	103,7	98,3	88,4	84,3				
dont animaux circulants	28,4	28,1	49,0	49,8	53,9	53,6	13,8	13,2	133,6	136,7	36,6	42,3	59,5	57,2	32,2	32,7				
Valeurs réalisables	41,5	42,7	27,3	28,0	38,7	36,2	33,8	36,3	34,2	37,0	44,7	50,7	41,2	45,4	45,3	45,0				
Valeurs disponibles	20,3	21,4	22,8	27,7	24,4	25,3	20,0	26,2	15,7	21,4	30,1	28,5	30,8	29,1	29,4	31,2				
Régularisation actif	2,1	1,9	0,9	0,9	2,3	2,2	0,7	0,7	4,2	3,7	2,6	2,7	3,0	3,3	2,0	1,8				
<b>Total actif</b>	442,7	440,8	408,7	414,1	518,8	506,2	263,0	272,2	655,9	646,2	394,1	391,9	546,2	539,6	456,5	450,5				
Capitaux propres	230,4	225,9	282,8	290,5	314,5	307,8	169,9	174,9	179,7	219,5	113,4	116,7	266,8	263,5	235,6	225,6				
Capital individuel initial	171,8	171,8	220,1	220,1	226,5	226,5	128,4	128,4	154,0	154,0	96,3	96,3	196,8	196,8	167,4	167,4				
Variation du capital initial	47,9	43,7	56,5	63,8	77,9	71,8	34,9	40,3	14,1	54,2	9,3	12,4	58,9	53,7	59,9	50,1				
Subventions d'investissement	10,7	10,4	6,2	6,5	10,1	9,6	6,6	6,3	11,6	11,3	7,8	8,0	11,2	13,0	8,2	8,1				
Total endettement	211,8	214,6	125,6	123,5	203,9	198,1	93,0	97,3	475,9	426,3	280,4	275,1	279,3	276,0	220,8	224,6				
Dettes à long ou moyen terme	148,7	150,4	84,4	82,6	139,2	134,6	61,9	66,2	292,4	268,9	193,4	179,9	191,0	192,8	139,1	141,3				
Emprunts à court terme	5,6	6,4	3,4	3,1	6,2	6,9	2,1	2,3	29,2	23,1	5,2	5,9	15,2	14,5	7,1	7,9				
Autres dettes financières à - 1 an	11,0	11,7	9,2	9,2	9,5	8,3	6,8	6,3	72,0	54,0	21,6	22,5	17,9	16,3	17,0	16,1				
Dettes auprès des tiers	45,9	45,5	27,3	27,3	47,8	47,2	22,1	22,3	80,8	78,8	59,7	66,1	52,6	50,1	55,7	57,2				
Régularisation passif	0,5	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,1	0,0	0,2	0,3	0,2	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2				
<b>Total passif</b>	442,7	440,8	408,7	414,1	518,8	506,2	263,0	272,2	655,9	646,2	394,1	391,9	546,2	539,6	456,5	450,5				

\*Les évolutions sont exprimées à échantillon constant - en valeur réelle

e : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Source : SSP - RICA 2015 et 2016 provisoire

Champ : exploitations avec PBS &gt; 25 000 euros.